



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

REMANIEMENT MINISTÉRIEL **Tebboune change d'équipe**

Lire l'article de A. Z. page 3

IN-GUEZZAM

Chanegriha supervise un exercice tactique avec munitions réelles

P. 4



2^e SOMMET
RUSSIE-AFRIQUE

Tebboune reçoit une invitation de Poutine

Lire l'article de R. N. page 2

BANABDERRAHMANE

Toutes les banques concernées par le financement de l'investissement agricole

P. 2



CONFRONTATION CONTRE LE NIGER

Belmadi dévoile la liste des joueurs retenus

P. 12



YACINE MERABI EN VISITE AU COMPLEXE
SORFERT D'ARZEW

Un modèle de réussite dans l'encadrement et l'intégration des stagiaires

Lire l'article de Houari Saaïdia page 9

ATTAQUE DU SIÈGE DE LA SÛRETÉ URBAINE
DE SIDI SALEM

60 individus placés en détention provisoire

P. 4



ALGER

Sept blessés dans une collision entre deux trains

P. 4

2e Sommet Russie-Afrique Tebboune reçoit une invitation de Poutine



R. N.

La présidente du Conseil de la Fédération de Russie, Mme Valentina Matvienko a remis jeudi au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un message de la part du président Russe, Vladimir Poutine, l'invitant officiellement à effectuer une visite en Fédération de Russie, ainsi qu'une autre invitation pour participer au deuxième Sommet Russie-Afrique.

«J'ai remis à Monsieur le Président de la République un message de son homologue russe l'invitant officiellement à effectuer une visite en Fédération de Russie, ainsi qu'une autre invitation officielle pour participer au deuxième Sommet Russie-Afrique», a déclaré Mme Matvienko, à sa sortie de l'audience que lui a accordée le Président Tebboune.

«J'ai eu l'honneur de rencontrer le président de la République et d'examiner avec lui l'état des relations algéro-russes, et nombre de questions régionales et internationales», a-t-elle poursuivi, relevant que le Président Tebboune «a une vision particulière des développements dans le monde». Mme Matvienko a également exprimé au président de la République ses vifs remerciements «pour la position pondérée de l'Algérie vis-à-vis des événements aux niveaux régional et international, et pour son attachement aux bonnes relations avec la Fédération de Russie».

Par ailleurs, la présidente du Conseil de la Fédération de Russie, a réitéré l'appui de son pays à la volonté de l'Algérie de rejoindre les «BRICS». «L'Algérie souhaite rejoindre les BRICS et nous, en Russie, soutenons cette démarche», a-t-elle déclaré, ajoutant que «pour la Russie, l'Algérie est un partenaire fiable et très important au niveau du continent africain, un pays avec lequel nous entretenons une importante coopération dans le domaine du commerce et de l'économie».

OPPORTUNITÉS D'ÉLARGISSEMENT DE LA COOPÉRATION DANS DIFFÉRENTS DOMAINES

La responsable russe a appelé, par

la même occasion, à «la préservation de cette bonne relation unissant les deux pays», mettant en avant «les belles opportunités d'élargissement de la coopération dans différents domaines tels que l'énergie, les transports, l'agriculture, les infrastructures, l'éducation, la culture et l'industrie pharmaceutique au mieux des intérêts des deux pays».

Mme Matvienko a également rappelé que «la coopération entre l'Algérie et la Russie n'est pas adressée contre un pays quelconque. Il s'agit d'une coopération pour le développement de nos intérêts et relations».

«Nous saluons hautement et nous partageons avec l'Algérie le principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays et le droit des peuples à l'autodétermination», a affirmé la responsable russe, soulignant que son pays plaiderait pour «un monde multipolaire, plus juste et plus démocratique», a-t-elle poursuivi, estimant que «la convergence des positions des deux pays à ce sujet constitue une base solide de coopération dans les fora internationaux, notamment au niveau de l'ONU». Mme Matvienko a relevé que «les relations bilatérales jouent un rôle important dans la stabilité et l'équilibre du marché mondial de l'énergie», mettant en avant «la densité de la coopération entre les deux pays dans le cadre de l'OPEP+ et du Forum des pays exportateurs de Gaz».

La présidente du Conseil de la Fédération de Russie a affirmé en conclusion que sa rencontre avec le Président Tebboune avait suscité «le sentiment d'avoir dans le monde de grands responsables politiques pouvant contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique».

L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République, en présence du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, du directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf, du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Amar Belani, du côté algérien et de l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Alger, M. Valerian Shuvaev, du côté russe.

Banabderrahmane Toutes les banques concernées par le financement de l'investissement agricole

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a affirmé, jeudi à Alger, que toutes les banques étaient concernées par le financement de l'investissement agricole, mettant en garde contre tout refus de financement des dossiers des investisseurs agricoles remplissant les conditions exigées.

Le Premier ministre intervenait à l'ouverture des travaux du forum sur «La sécurité alimentaire à travers le développement de la production du blé dur en Algérie», organisé par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Il a souligné, dans ce cadre, que «toutes les banques sont concernées par le financement de l'investissement agricole», relevant qu'«aucun dossier ne sera rejeté, et chaque dossier complet et remplissant les conditions de financement non suivi de mesures d'application exposerait la banque concernée à des poursuites judiciaires».

Appelant à consacrer la culture de l'assurance chez les agriculteurs, il a fait observer que l'assurance était un des principaux facteurs à même d'asseoir une agriculture moderne et assurer la durabilité des filières stratégiques sur lesquelles mise l'Algérie, avant d'appeler les agriculteurs à s'organiser en coopératives pour l'acquisition et l'exploitation du matériel agricole.

M. Benabderrahmane a affirmé, par ailleurs, que les pouvoirs publics aspiraient à atteindre de meilleurs

chiffres en termes de production céréalière en 2023, relevant la nécessité «de mettre en place une stratégie sous-tendue d'un calendrier dans la perspective de réaliser l'auto-suffisance en 2024-2025».

L'Etat déploiera tous les moyens pour atteindre cet objectif, a-t-il assuré, se disant convaincu que cette stratégie «positive portera ses fruits», en ce sens que les superficies destinées à la céréaliculture en Algérie «sont certes considérables, mais ne suffisent pas pour répondre aux besoins du pays».

Saluant les résultats positifs obtenus par les filières maraîchères, le Premier ministre a fait état d'une décision pour doubler les capacités de stockage sur l'ensemble du territoire national d'ici la fin de l'année en cours, d'autant que les emplacements des nouveaux entrepôts sont définis. Abordant les engrais et les semences, M. Benabderrahmane a mis en relief l'importance de prendre en compte le critère de la qualité dans ces intrants, compte tenu de leur rôle dans le processus de développement du rendement des céréales en Algérie.

OUVERTURE PROCHAINE DE LA BANQUE DES GÈNES

Il a indiqué, à ce propos, que les centres de recherche relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'emploient à fournir des semences de qualité supérieure, appelant le secteur privé à

créer des centres de recherche pour améliorer les semences, l'objectif étant de parvenir à un rendement de 70 quintaux/hectare dans la filière céréalière. S'agissant des efforts visant à satisfaire les besoins nationaux en semences, il a indiqué que le gouvernement a mis en place un programme pour augmenter la production et la qualité du produit.

Il a fait état, à ce sujet, de la mobilisation de 2,7 millions de qx de semences, pour un taux de couverture en semences certifiées de 70%, rappelant la nécessité d'assurer 4 millions de qx de semences certifiées de haute qualité. Le Premier ministre a, par ailleurs, annoncé l'ouverture, «avant juin prochain», de la Banque nationale des gènes, ce qui constitue «un pas géant que l'Algérie aura franchi depuis son indépendance, car cette banque sera parmi les facteurs de concrétisation de l'indépendance alimentaire et de la sécurité stratégique de l'Etat». Evoquant la numérisation du secteur agricole, le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité de doter le secteur d'un système d'information de pointe au niveau du ministère de l'Agriculture.

M. Benabderrahmane a mis en exergue, dans son intervention, l'attachement du gouvernement à mettre en place une «approche participative» associant l'ensemble des acteurs pour réaliser l'autosuffisance en céréales, notamment en blé dur, estimant que cet objectif est désormais une vérité concrète après avoir été un simple slogan.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

La Chine est-elle en voie de s'imposer en tant que médiateur discret et efficace dans les conflits et les crises qui

Tractations pour la paix

Quelle chance peut avoir ce plan de paix proposé par la Chine pour mettre fin à la guerre en Ukraine ? En apparence, en étant très op-

secout de nombreuses régions dans le monde ? La visite du président chinois Xi Jinping à Moscou la semaine prochaine pour y rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine sera l'occasion pour la Chine de mettre en œuvre son plan de paix en Ukraine, qui a été révélé en février dernier. Quand il a été rendu public, en février 2023, alors que le conflit ukrainien bouclait sa première année, l'ONU l'a estimé comme une « contribution importante », mais les alliés de Kiev ont fait la fine bouche, doutant de la partialité de Pékin en raison de sa position d'allié de la Russie, mais les choses semblent évoluer vers une meilleure disponibilité de ces parties face à cette initiative. Plusieurs raisons poussent les Américains et les Européens à accepter la médiation chinoise, l'influence dont bénéficie le leader chinois auprès de son homologue russe, ainsi que le contact annoncé dans ce contexte entre les présidents chinois et ukrainien immédiatement après la visite du président chinois à Moscou. «Nous pensons qu'il est très important que les Chinois entendent le point de vue des Ukrainiens et pas seulement celui de Vladimir Poutine», a indiqué dans ce sens le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby. Mais, pouvait-on imaginer un seul instant qu'un tel plan de paix puisse ignorer l'une des parties en conflit, en l'occurrence l'Ukraine, pour faire une déclaration pareille ? Evidemment que les Chinois doivent entendre le son de cloche des Russes et des Ukrainiens, un principe de la médiation, pour rapprocher les positions entre les deux pays en conflit.

timiste, on peut lui accorder un crédit de moins de 50%, tellement les deux parties en conflit campent sur des positions intransigeantes, conduisant le conflit vers un durcissement des opérations militaires sur le terrain, avec un engagement de plus en plus fort des alliés de Kiev à travers le renforcement du soutien en armements et des sanctions économiques contre Moscou. Mais, qui aurait accordé un infime taux de réussite à la médiation chinoise entre l'Arabie Saoudite et l'Iran ? Malgré tous les paramètres défavorables, la Chine croit en son plan de paix en Ukraine, et elle est la seule à avoir le détail de la potion diplomatique à mettre à l'œuvre pour y arriver. Car, même si la diplomatie chinoise a révélé les points de plan de paix, il est clair que tout ne peut pas être dit publiquement dans le cadre de cette médiation qui nécessite de la discrétion et de probables changements de données en cours de route. Et puis, la Chine n'est pas isolée dans son action. Il y a également l'Algérie, dont le président Abdelmadjid Tebboune doit se rendre à Moscou, en mai, qui est engagée dans une initiative très discrète dans ce sens, et qui a été sollicité tout récemment par le haut représentant de la diplomatie européenne, Joseph Borell, de mettre tout son poids pour aboutir à la paix. D'autres pays œuvrent également dans ce même état d'esprit pacifique, vers lequel doivent converger tous les efforts. La guerre, quelle que soit sa durée, se termine toujours autour d'une table de tractations.

Le Quotidien
DORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE au Capital
de 195.923.000,00 DA

Président Directeur
Général Directeur
de la Publication

Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran Tél.
041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et
Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie

"Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie

"Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise

Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57

Pub Tél.: 021. 64.96.44

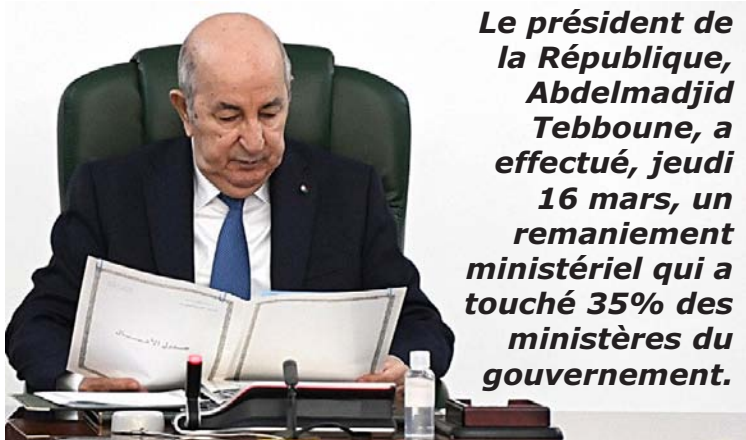
Rédaction Constantinoise

Tél. : 031.92.12.11

Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Remaniement ministériel Tebboune change d'équipe



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué, jeudi 16 mars, un remaniement ministériel qui a touché 35% des ministères du gouvernement.

A. Z.

O nze portefeuilles au sein du Gouvernement dirigé par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, ont ainsi changé de main.

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a été confié à M. Ahmed Attaf, en remplacement de M. Ramtane Lamamra, complètement éclipsé de la scène ces derniers jours, notamment lors de la visite du président de l'Ouganda et le haut représentant de la diplomatie européenne, où son absence a été vue comme un départ avant l'heure. Le nouveau diplomate en chef est un ancien ministre des Affaires étrangères, ayant exercé cette responsabilité de 1996 jusqu'à 1999, sous la présidence de Liamine Zeroual, en sus d'avoir occupé d'autres postes de responsabilité au ministère des Affaires étrangères et en tant qu'ambassadeur d'Algérie en Inde, en Yougoslavie et au Royaume-Uni. Ce remaniement a également touché le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, dont la charge sera assumée par M. Tayeb Zitouni, en remplacement de M. Kamel Rezig, appelé à d'autres fonctions. Le ministère des Finances, attribué à M. Laaziz Fayed, le ministère de la Jeunesse et des Sports, revient à M. Abderrahmane Hammad, et le ministère de la Numérisation et des Statistiques, qui aura à sa tête Mme Meriem Benmiloud, en remplacement de M. Hocine Cherhabil, appelé à d'autres fonctions.

Les autres changements concernent le ministère de l'Hydraulique, qui sera dirigé par M. Taha Derbal, le ministère des Transports, à la tête duquel a été nommé M. Youcef Chorfa, précédemment ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, attribué à M. Mokhtar Didouche. En vertu de ce remaniement ministériel, le président de la République a nommé M. Fayçal Bentaleb, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mme Fazia Dahleb, ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables et M. Ahmed Bidani, ministre de la Pêche et des Productions halieutiques. Le Président Tebboune a, en outre, nommé M. Abdelaziz Khellaf, ministre d'Etat, Conseiller auprès du Président de la République et M. Mohamed Nadir Larbaoui, direc-

teur de Cabinet à la Présidence de la République. Une vingtaine d'autres ministres n'ont pas été concernés par ce remaniement, dont Brahim Merad, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Abderrachid Tabi, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Mohamed Arkab, le ministre de l'Energie et des Mines, Laid Rebiga, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Youcef Belmehdi, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Abdelhakim Belaabed, le ministre de l'Education nationale, Kamel Baddari, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Yacine Merabi, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Soraya Mouloudji, la ministre de la Culture et des Arts, Karim Bibi Triki, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Kaoutar Krikou, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ali Aoun, ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique (fusion entre deux départements ministériels et départ de l'ancien ministre de l'Industrie M. Zeghdar), Mohamed Abdelhafid Henni, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Tarek Belaribi, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Bouslimani, le ministre de la Communication, Lakhdar Rakhroukh, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelhak Saihi, le ministre de la Santé, Bessma Azouar, la ministre des Relations avec le Parlement, Faiza Dahleb, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables et Yacine El-Mahdi Oualid, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Rappelons que ce remaniement ministériel était très attendu depuis le Conseil des ministres du 21 février dernier, où le président de la République avait manifesté sa colère face à la cadence de traitement de nombreux dossiers par le gouvernement, ainsi que certains comportements qualifiés d'«autoritarisme». en somme, des échéances très «élastiques», des chiffres «approximatifs», des décisions qui «perturbent» le quotidien des citoyens et celui des opérateurs économiques, ont fait sortir le président de ses gonds, laissant clairement entrevoir ce qui allait arriver, l'actuel remaniement ministériel.

Gouvernement La pension de retraite au menu

Le Gouvernement, réuni mercredi, a examiné un avant-projet de loi modifiant et complétant les dispositions de deux articles de la loi relative à la retraite, et consacrant l'augmentation du seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite de 75% à 100% du montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG), indique un communiqué des services du Premier ministre. L'avant-projet de loi modifiant et complétant les dispositions des articles 16 et 47 de la loi n 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, intervient "conformément aux instructions de Monsieur le Président de la République données lors de la réunion du Conseil des ministres du 25 décembre 2022, visant l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités", souligne la même source.

Le texte vise à "consacrer l'aug-



mentation du seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite de 75% à 100% du montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG) et à fixer le seuil minimum pour l'allocation de retraite annuelle à concurrence de 75% du SNMG", précise le communiqué.

Par ailleurs, le gouvernement a examiné un plan de restructuration des entreprises de transport maritime des voyageurs et de marchandises.

"Le ministre des transports a

présenté une communication relative au plan de restructuration des entreprises de transport maritime des voyageurs et de marchandises", explique la même source. Ce plan, précise le communiqué, s'inscrit "dans le cadre des orientations de monsieur le Président de la République visant à donner un nouveau souffle à ce secteur stratégique, notamment en assurant des prestations de services de qualité conformes aux normes et standards internationaux".

Raïna Raïkoum

Belkacem ahcène-djaballah

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé mardi 28 février 2023, lors des Assises nationales de l'Agriculture, à Alger,

que la puissance économique d'un Etat était sous-tendue de chiffres et de statistiques précis et réels, loin des données approximatives. Il a évoqué, dans ce cadre, «les disparités et l'incohérence» des chiffres publiés ces dernières années concernant les ressources agricoles nationales, notamment pour ce qui est du cheptel et des surfaces cultivées chaque saison.

«Les chiffres avancés concernant la production agricole étaient les mêmes pendant des dizaines d'années, des chiffres qui ne reflétaient point la réalité», a-t-il déploré, citant pour exemple «la superficie des terres cultivées à travers le pays évaluée, alors, à 3 millions d'hectares, mais les enquêtes menées dans le cadre de la numérisation, ont démontré que ce chiffre ne dépassait pas 1,8 million d'hectares, ce qui signifie qu'il y a encore des terres arables non exploitées».

Le Président Tebboune a indiqué, dans le même sillage, que le recensement du cheptel a fait ressortir que l'Algérie disposait de 19 millions de têtes ovines «et non pas de 23 millions, encore moins de 29 millions d'après les anciennes statistiques», rappelant que les statistiques précises facilitaient la planification, l'investissement, la production et une bonne régulation de l'importation.

Brr ! Froid dans le dos. Six décennies après l'indépendance, et, bien souvent, avec des ministres gestionnaires du secteur de qualité et avec la formation de centaines sinon de milliers d'agronomes, de statisticiens, d'économistes, etc... voilà que l'on se retrouve brutalement confronté à la réalité surprenante des chiffres. Il y a donc quelque chose de «déphasé» (pour ne pas dire plus!) dans le secteur. Un déphasage tragique, les différences entre les chiffres «officiels» auparavant publiés et ceux fournis par le premier magistrat du pays étant (très) importantes. Le drame c'est, peut-être (ne l'espérons pas!), que ce «déphasage» (pour ne pas dire plus!) concerne, mis à part quelques «niches» bien entretenues, bien d'autres secteurs.

LES STAT': TOUT, MAIS PAS L'ESSENTIEL

Bien sûr, il y a des problèmes de moyens humains et matériels, d' (in-)organisation et de gestion quotidienne, d'une gestion délicate des capitaux (dont la terre et ses produits)

encore en bonne partie traditionnelle, de bureaucratie, de freins sociétaux (dont une indivision castratrice). Bien sûr, bien sûr.

A mon humble avis (bien que j'ai fréquenté, dans d'autres vies, assez longtemps, les statistiques de l'Information et de la Culture), et cela concerne pas mal de secteurs, bien de nos décideurs-«gestionnaires» ont un véritable gros problème avec les chiffres, colonne vertébrale de l'information économique (entre autres), elle-même colonne vertébrale de toute analyse économique et du développement. Que l'on a, peut-être, et ce depuis l'Indépendance, trop rapidement confondue avec l'information sécuritaire (même en matière d'information publique par la presse, ce qui a freiné la transparence) ce qui a, peut-être, retardé la mémorisation (archivage et documentation) et, aujourd'hui la numérisation. Donc, au final, on peut «cacher tout et ne pas montrer l'essentiel» selon une formule consacrée chez les statisticiens. Ajoutez-y l'inévitable et hélas, habituelle » caresse dans le sens des poils: Un comportement autoritariste, pour ne pas dire plus. Chez nous bien plus individuel que systémique, ce qui rend la lutte bien plus difficile. Un comportement largement dépassé par les effets de la mondialisation-globalisation-libéralisation des économies.

Ps: Du temps de l'économie planifiée, feu le Président H. Boumediene s'était, dit-on, fortement inquiété au vu des chaînes interminables pour s'approvisionner en semoule, pain, huile, etc alors que tout avait été fait -sur la base des statistiques officielles - pour fournir le marché national en produits de base . En fait, on s'est aperçu plus tard, trop tard, de la cause du hiatus: les statistiques officielles, fruits de projections, concernant la population algérienne de l'époque étaient bien en deça de la réalité, d'où le déphasage entre l'offre et la demande. Vrai ou faux? Fake news de l'époque ? Qui sait!

Le ministre de l'Intérieur Des mesures contre le trafic de drogues dures

El-Houari Dilmi

L'Algérie a pris plusieurs mesures visant à lutter contre le trafic de drogues dures et de psychotropes », a affirmé jeudi, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim.

Intervenant lors d'un exposé devant la Commission de la Défense nationale de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur « la sécurité sociétale relative à la lutte contre la drogue, les bandes de quartiers et la sécurité routière », en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, Brahim Merad a indiqué que « la lutte contre le trafic de drogue est l'une des priorités du secteur, au vu de sa menace sur la santé publique, l'économie nationale et la sécurité intérieure du pays », a-t-il affirmé. Dans ce cadre, le ministre a souligné « la prise de plusieurs mesures visant à lutter contre ce phénomène, dont la création d'un groupe de travail conformément aux instructions du Premier ministre, lequel regroupe plusieurs secteurs, afin de trouver des moyens efficaces de prévention contre la toxicomanie, outre l'exploitation et la création d'un fichier sur les trafiquants

et les consommateurs de drogue et le lancement d'opérations de recherche au niveau des sites ciblés ». Ces mesures prévoient, entre autres, « l'organisation de patrouilles ciblant les points de vente de drogue, avec l'activation du renseignement opérationnel et le renforcement des capacités d'analyse, la lutte contre l'importation illégale des produits pharmaceutiques fabriqués à base de précurseurs chimiques, la participation directe des services de Police aux activités de sensibilisation sur les drogues et les dangers inhérents à leur consommation, et la création des cellules d'écoute et d'assistance aux toxicomanes, en mettant en place un numéro vert pour faciliter le contact avec les personnes concernées ». « 85.538 affaires de trafic de drogue et de psychotropes ont été enregistrées en 2022, impliquant 97.863 individus avec la saisie de plus de 5 tonnes, des chiffres élevés par rapport à 2021 », a souligné le ministre de l'Intérieur.

Concernant la sécurité routière, le ministre de l'Intérieur a fait état de « 30.977 accidents de la route enregistrés en 2022 ayant fait 3.409 morts et plus de 30.977 blessés », soulignant « la hausse du nombre de décès par rapport à l'année 2021 avec un taux de 3,52%, le facteur humain étant à

l'origine de 96,96 % des accidents corporels ». Dans ce sens, l'indice d'implication des chauffeurs des transports en commun dans les accidents de la route a augmenté contre une baisse de l'implication des conducteurs de motocycles. Brahim Merad a également relevé « les mesures prises pour lutter contre ce phénomène, dont le renforcement du système législatif, le renforcement des procédures de contrôle technique des véhicules, le contrôle du trafic routier, l'application stricte des dispositions légales contre les contrevenants, le durcissement du contrôle sur les pièces de rechange, l'importation et la vente des véhicules, l'actualisation des programmes des auto-écoles et le renforcement de leur contrôle ». Evoquant la prévention et la lutte contre les bandes de quartiers, Brahim Merad a affirmé que les services de police avaient « pris les mesures nécessaires pour y faire face et préserver la sécurité et l'ordre publics à travers le renforcement de la sensibilisation et de la dissuasion », faisant état du recensement de 147 affaires en 2022 dans lesquelles sont impliqués 981 individus dont 539 placés en détention préventive et 118 autres sous contrôle judiciaire.

Air Algérie Une plateforme électronique pour recueillir les doléances

Une plateforme électronique baptisée «E-doléances» dédiée au recueil des réclamations des clients d'Air Algérie a été lancée, jeudi à Alger, par la compagnie nationale de transport aérien.

Cette plateforme conçue et réalisée à 100% par les ingénieurs de la direction des services informatiques d'Air Algérie, sur la demande de la direction commerciale de la compagnie, «est accessible et opérationnelle dès ce jeudi», ont indiqué des responsables d'Air Algérie lors d'une présentation de cette plateforme.

«E-doléance est accessible sept jours sur sept et 24 heures sur 24 via le lien : <https://doleances.airalgerie.dz> ou en scannant un code QR (code de réponse rapide) qui sera affiché au niveau des agences d'Air Algérie, des escales, à bord des appareils de la compagnie, ainsi que sur son site web, permettant aux clients d'introduire une réclamation en ligne tout en étant en mesure de suivre l'évolution de son traitement», a expliqué Riadh Agha, ingénieur auprès de la direction informatique d'Air Algérie.

Après avoir accédé à cette plateforme, l'utilisateur pourra choisir entre cinq catégories de réclamations selon sa nature qu'il s'agisse d'une doléance concernant une agence, un incident intervenu à bord des ap-

pareils d'Air Algérie, dans une des escales, une réclamation en lien avec le Contact center (centre d'appel) ou sur le site web de la compagnie, a-t-il précisé.

La réclamation se fait en «cinq étapes faciles et rapides» qui permettent d'identifier le client, de recueillir ses coordonnées, de définir la nature de la doléance et même de joindre des fichiers (scans, photos, vidéos) dont la taille ne dépasse pas les 5 mégaoctets, a-t-il ajouté.

Ces étapes aboutissent à l'enregistrement de la réclamation et à la réception, par le client, d'un mail de confirmation comportant le numéro de référence de la doléance, permettant son suivi, mais également un lien pour introduire un recours dans le cas où la réponse du traitement de la réclamation ne satisfait pas le client, a fait savoir M.Agha.

Le traitement des doléances se fait dans des délais «n'excédant pas les 48 heures, selon la nature de la doléance, et une notification est envoyée automatiquement au service commercial dans le cas où ce délai est dépassé», a-t-il assuré.

Toutefois, la réponse à certaines réclamations «peut nécessiter davantage de temps, en cas où il est nécessaire de recueillir des données de différentes directions pour confirmer

certaines informations», a tenu à préciser le même cadre. Le lancement de cette plateforme permet «une numérisation de tous les processus à commencer par la réception de la réclamation par les équipes de la direction commerciale d'Air Algérie, épaulées par la direction informatique, dans le souci de traiter l'ensemble des doléances qui parviennent de la part des clients», a indiqué la Chef de la division commerciale d'Air Algérie, Tekfa Hachelaf.

Les doléances sont ainsi «traitées et orientées vers le service concerné, qu'elles concernent une des agences ou qu'elles parviennent d'un client à bord d'un des appareils, ou de l'une des escales», a-t-elle souligné.

Pour sa part, le directeur des services informatiques d'Air Algérie, Noureddine Dabab, a précisé que le lancement de cette plateforme «vient dans le cadre de l'application des directives émanant des plus hautes autorités du pays appelant à la facilitation des procédures aux citoyens».

Cette plateforme est «une nouvelle étape dans le cadre de l'amélioration du service qu'offre Air Algérie à sa clientèle, en permettant un acheminement plus rapide de leurs doléances vers les responsables de la compagnie et, de ce fait, leur traitement dans les plus brefs délais», a-t-il soutenu.

Attaque du siège de la Sûreté urbaine de Sidi Salem 60 individus placés en détention provisoire

Le Tribunal d'El-Hadjar (Cour d'Annaba) a ordonné le placement en détention provisoire de 60 suspects pour entrave au fonctionnement normal du siège de la Sûreté urbaine de Sidi Salem avec menace et agression avec usage d'armes sur des éléments de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, a indiqué un communiqué du parquet du même tribunal.

«Conformément à l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le Tribunal d'El-Hadjar informe l'opinion publique qu'en date du 9 mars 2023, les services de la Sûreté urbaine de

Sidi Salem sont intervenus suite à un appel signalant qu'une femme était séquestrée et menacée de mort par son mari (B. F.)», a précisé le communiqué.

«Une heure après l'incident, le siège de la Sûreté urbaine susmentionnée a fait l'objet d'une tentative d'assaut par un groupe d'individus armés et munis de chiens d'attaque, dirigé par le mari de la victime, ayant causé des préjudices corporels au personnel de police et entraîné des dégâts matériels», a ajouté la même source. «Le 15 mars 2023, soixante (60) suspects ont été déferés au Tribunal selon la procédure de compa-

ruption immédiate pour entrave au fonctionnement normal d'un établissement public avec menace et usage d'armes, agression avec violence sur des éléments de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, participation à une rixe, désobéissance, réunion de bandes de quartier ayant entraîné des coups et blessures, destruction volontaire de biens et incitation à un attroupement armé», a souligné le communiqué.

Le Tribunal d'El-Hadjar a ordonné «le placement en détention provisoire de tous les accusés et le report de l'audience au 22 mars 2023», a conclu le communiqué.

In-Guezzam Chanegriha supervise un exercice tactique avec munitions réelles



Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé, jeudi au niveau du Secteur opérationnel d'In-Guezzam, l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles intitulé «Assifa Tiririne 2023», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Au deuxième jour de sa visite en 6ème Région militaire, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a supervisé, aujourd'hui, jeudi 16 mars 2023, au niveau du secteur Opérationnel d'In-Guezzam, l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles intitulé «Assifa Tiririne 2023+», précise le communiqué. Le Général d'Armée a suivi, en compagnie du Général-Major Mohamed Adjroud, Commandant de la 6ème Région militaire, un exposé présenté par le Commandant du secteur opérationnel d'In-Guezzam, portant sur l'idée générale et les étapes de déroulement de l'exercice. «Au niveau du champ de tir dudit secteur opérationnel, le Général d'Armée a suivi de près les actions de combat exécutées par les unités terrestres et aériennes engagées», indique la même source, ajoutant que ces actions «se sont caractérisées par un professionnalisme élevé durant toutes les étapes du déroulement de l'exercice et par un niveau tactique et opérationnel, qui confirme la rigueur dans la conduite des opérations, aussi bien sur le plan de la planification que de

l'exécution, et reflète les compétences des cadres en termes de montage et de conduite des différentes opérations de combat, ainsi que le savoir-faire et la capacité des personnels à maîtriser les divers systèmes d'armes et équipements en dotation, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs tracés».

Cet exercice tactique avec munitions réelles «vise à mettre à l'épreuve l'aptitude au combat des unités de ce Secteur opérationnel, mais aussi à entraîner les commandements et les états-majors dans le domaine de la planification, la préparation, l'organisation et l'exécution des opérations dans les conditions réelles du champ de bataille», relève le communiqué.

A l'issue, le Général d'Armée «a félicité les personnels des unités ayant pris part à cet exercice, pour les efforts consentis durant la première phase de l'année de préparation au combat 2022-2023, ainsi que lors des diverses étapes de préparation et d'exécution de cet exercice qui a été couronné par des résultats probants, traduits par la précision des tirs aux différentes armes et la coordination entre les unités et armes engagées», souligne la même source, ajoutant que le Général d'Armée «a exhorté l'ensemble des personnels à mettre à profit les résultats obtenus dans le développement des performances opérationnelles du corps de bataille de l'ANP».

Enfin, le Général d'Armée a inspecté les formations militaires et unités ayant participé à cet exercice.

Alger Sept blessés dans une collision entre deux trains

Une collision entre deux trains s'est produite, jeudi au niveau de la gare d'El Hamma (Alger), faisant sept blessés légers en état de choc, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Le chargé de l'Information à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Ben Khalfallah a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'"aux environs de 07h15, une collision s'est produite entre deux trains au niveau de la gare d'El Ham-

ma, faisant sept blessés légers en état de choc".

Selon le même responsable, la collision s'est produite entre un train provenant de la gare de Thenia à destination d'Alger et un autre de transport de marchandises. Quatre ambulances et un camion de la Protection civile ont été mobilisés pour l'opération d'intervention, tandis que les blessés ont été transportés vers le service des urgences du CHU-Mustapha Pacha d'Alger, ajoute la même source..



Ph. Rachid K.

Société contre nature

Par Derguini Arezki

Suite et fin

Le marché étant l'instance qui intègre les institutions disciplinaires et le contrôle social étatique. Plaçant État et société dans des camps opposés, la société postcoloniale ne peut plus informer l'État, elle ne l'informerait plus qu'à ses dépens. Discipline sociale et contrôle public ne se compléteront pas. La civilisation du guerrier achoppera. Les services de renseignement ne s'ajoutent pas une collaboration civile, ils monopoliseront l'information et n'en diversifieront pas les services.

C'est l'évolution du rapport de classes en faveur du monde du travail dans les sociétés marchandes de classes qui produira la figure de l'intellectuel, du chercheur et du journaliste indépendant. La figure de l'intellectuel, héritier du prêtre qui fait la leçon au seigneur, est l'ancêtre du chercheur indépendant. L'enjeu de la stabilisation de la structure sociale de classes appellera l'émergence des sciences dites objectives de la société. Elles traiteront la société comme objet. Le journaliste d'investigation est censé informer le public, le produit de son travail ne s'oppose au travail des autres agents d'information que si l'État et ses services sont partie prenante du délit. Lui et le chercheur, salariés ou indépendants, dépendent de la source qui finance leur activité : État, marché ou entreprise privée.

Dans les sociétés de marchandes de classes, le chercheur est souvent un employé de l'État, il sert la construction par le haut de la société, il est le conseiller du Prince. Car qui financera le chercheur indépendant ? Si ce sont ses publications, qui les achètera ? Dans ce dernier cas, le chercheur s'apparente davantage au journaliste d'investigation. De qui, de quoi, tient-il l'autorité qui lui confère la possibilité d'obtenir de la société les réponses qu'il attend aux questions qu'il pose ? De l'autorité de la Science dira-t-on, mais pourquoi lui fera-t-on confiance et qui l'entretiendra ? Dans la société contre l'État, pendant de l'État contre la société, le journaliste indépendant qui s'adresse à une opinion publique, à des lecteurs, est un opposant. Dans la société dont l'État est de la société, le journaliste d'investigation servira l'amélioration du service public, complètera le travail d'investigation des services publics. Services de renseignement, journaliste et chercheurs sont au service de la société : ils se complè-

tent ou s'opposent selon qu'ils sont au service de l'État de la société, de la société contre l'État ou de l'État contre la société.

LE CONTRÔLE SOCIAL ENTRE LES TECHNIQUES DE SOUVERAINETÉ ET DE SURVEILLANCE

Les sociétés postcoloniales se caractérisent par un mélange incohérent des dispositifs des sociétés disciplinaires, de contrôle et du profilage. Alors que dans les sociétés du profilage, les dispositifs des anciens ordres ont sédimentés sous les dispositifs du profilage. Alors que les dispositifs disciplinaires visaient à faire interioriser à la société une certaine discipline en la segmentant, les dispositifs de contrôle visaient à homogénéiser l'ensemble des segments, à contrôler et à faciliter le passage d'un segment à un autre. Les dispositifs du profilage ne se substituent pas aux dispositifs disciplinaires et de contrôle, mais s'ajoutent à eux en opérant à une autre échelle et dans une autre perspective. Ils ne visent plus à formater les individus, mais les conduites des individus.

Or les sociétés postcoloniales ont atomisé la société, mais échoué à discipliner les individus et les collectifs. Les dictatures s'imposent alors et le profilage des sociétés de surveillance s'effectuera sur des sociétés sous dictature. Ce que les dispositifs de profilage auront pour objectif de formater ce sont les conduites des individus contre la dictature affaiblissant ainsi le pouvoir de négociation international des dictatures, véritable enjeu des dispositifs du profilage sur les sociétés postcoloniales.

Dans les relations internationales, l'État postcolonial qui se construit contre la société - en d'autres termes construit la société moderne contre la société traditionnelle, se trouve démuné quant à sa capacité de contrôle de la société. Tout d'abord, il n'a pas le soutien d'une intégration marchande, d'une discipline sociale, car les institutions disciplinaires qu'il a substituées au contrôle social se sont avérées d'un rendement médiocre. Ensuite son contrôle lui est disputé par des puissances extérieures. La question que nous nous poserons ici est la suivante : comment se soustraire au contrôle et au pilotage des sociétés du profilage ? Comment accorder nos comporte-

ments à des règles, à des fins, qui soient les nôtres et pas celles d'autrui ? Sans discipline sociale à notre mesure, comportements et valeurs, état de droit et état de fait, divergeront. Sans différence entre discipline réelle et discipline apparente, discipline interne et discipline externe, nos plans tomberaient sous le contrôle et le pilotage extérieur. Dans les sociétés postcoloniales, une divergence de fait existe entre état de droit et état de fait. C'est cependant une divergence qui en même temps que subie est agie. L'intérieur et l'extérieur s'efforcent chacun d'en tirer avantage. Moyen de camouflage pour l'intérieur, moyen d'affaiblissement du pouvoir de négociation pour l'extérieur.

La discipline est en prise directe sur les comportements, le contrôle et le profilage procèdent de manière indirecte sur les comportements. Le contrôle s'attache à vérifier les conditions d'exercice de la discipline sociale, le profilage par le moyen du contrôle et de la connaissance des comportements s'efforce d'influer sur les comportements et de les anticiper. Le profilage dessine des profils individuels et collectifs, des trajectoires individuelles et collectives dont il s'efforce de profiter, d'infléchir à son profit. La désinformation comme l'information fait partie de la panoplie de ses interventions, elles incitent (les incitations chères aux économistes) pour formater les consommateurs. La science économique, le management, le marketing et la logistique se mettent à l'heure des données massives (*big data*). Discipline sociale, contrôle et profilage doivent s'aligner, se compléter. Ils n'y arrivent pas toujours.

Les sociétés postcoloniales ne peuvent éviter de se soumettre au contrôle et au pilotage des sociétés dites développées. Leur intégration au monde en dépend. Leur discipline sociale ne peut exister (exister⁽⁴¹⁾) hors de ce contrôle et de ce pilotage. Ils la comprennent au sens propre et au sens figuré. Pour disposer de quelque existence et de quelque autonomie, cela doit être au sein de ce contrôle et de ce pilotage. Hors d'eux, une discipline sociale ne peut exister. Car cela signifierait exister hors du monde duquel on doit prendre et apprendre. Pour qu'une discipline sociale existe donc sous l'inévitable contrôle et pilotage des sociétés dites développées, elle doit en être distincte, leur exister de ma-

nière sous-jacente. Dans sa soumission au monde et ce qu'elle lui donne, elle doit être en mesure de prendre au monde de quoi nourrir sa propre discipline. Dans la réalité, on constate un désalignement de la discipline sociale, du contrôle et du profilage, avec une incapacité de la discipline sociale à s'instaurer, un contrôle interne incapable d'imposer une discipline sociale et un contrôle et un profilage externes qui exploitent l'indiscipline sociale.

Avec la discipline sociale se définissent les propensions sociales, ses préférences temporelles, telles les propensions à consommer, à épargner et à investir. Sans discipline sociale pas d'accumulation de forces, mais dissipation. Il est impossible de définir ces propensions hors du monde. Dans les sociétés postcoloniales, la préférence pour le présent est soumise à la pression simultanée des besoins sociaux, du consumérisme mondial ambiant et de la surproduction mondiale. Si les sociétés n'ont pas le sentiment d'être dans une phase d'accumulation de forces, elles renoncent à s'imposer une discipline collective pour vivre dans un présent sans avenir défini. La politique monétaire fait partie des conditions externes de la discipline sociale, les conditions du contrôle. Le taux d'échange de la monnaie définit les conditions de l'échange avec le monde extérieur. Il favorise les importations ou les exportations. En Algérie, il a favorisé l'exportation du pétrole et l'importation des biens-salaires et des machines. Étant donnée l'absence de discipline sociale, le taux d'échange n'a pas pu évoluer en faveur des exportations. La préférence pour le présent qui se manifeste dans la préférence pour la consommation l'a emporté sur la préférence pour le futur, sur la préférence pour l'investissement. C'est que les exportations d'hydrocarbures ne mobilisaient pas l'épargne et l'investissement de la société. La société était destinée à consommer et non à exporter, jusqu'à épuisement de sa source d'exportations. Car pour une société postcoloniale, produire c'est d'abord exporter, seule façon de valider durablement sa production. Ce n'est pas à elle d'évaluer sa production, elle n'en a pas les moyens. Sa seule consommation ne suffit pas. Son économie fermée ne peut subsister, elle ne peut dériver, se détacher du monde. Elle restera dedans appauvrie ou enrichie.

Suite en page 6

Société contre nature

Suite de la page 5

Le monde d'aujourd'hui est condamné à la sobriété ou à la pauvreté. Pour une société postcoloniale, la discipline qu'exige la sobriété et qui épargnerait de la pauvreté pourrait être moins dure que pour les sociétés industrialisées qui vont être durement affectées dans leurs infrastructures. Ces dernières vont devoir renoncer à beaucoup plus d'esclaves mécaniques, la cherté de la vie va se faire plus sensible. Les sociétés postcoloniales peuvent être moins affectées dans leurs infrastructures, de plus elles disposent de ressorts sociaux que les sociétés industrialisées ont perdus. Leurs structures matérielles seront aussi mieux adaptées aux nouveaux esclaves mécaniques moins énergétiques. Le capitalisme de surproduction touche à sa fin, il ne peut plus être alimenté par d'illimitées ressources naturelles. Le gigantisme des exploitations fera partie des monuments du passé. Il faudra faire dans un monde aux ressources naturelles rares, avec des machines peu gourmandes de celles-ci. Lorsque les populations des sociétés postcoloniales deviennent inutiles au monde, l'État contre la société apparaît dans un rapport sans fioritures. La Tunisie, société postcoloniale aux fortes expectations sociales, mais aux faibles performances économiques, doit appliquer une politique sécuritaire dictée par son voisinage européen pour retrouver une place dans le monde. Le monde occidental louait il y a peu son exemplarité démocratique, la classe moyenne reprenait le chant de la liberté ... après qu'un chômeur se soit brûlé vif. Les masses délaissées se rappellent à elle en portant à la tête du pays celui qui rabaissera leurs expectations. La société qui n'a pas pu se discipliner, dont la classe des possédants n'a pas pu mettre au travail la classe des non-possédants, pour se contrôler devra recourir à des procédés qui plongent leurs racines dans ceux de la société de souveraineté.

On peut soutenir que dans les sociétés postcoloniales, les anciennes puissances coloniales disposent d'une plus grande connaissance que celle dont elles disposent d'elles-mêmes. L'ancienne puissance sait de la société postcoloniale ce que celle-ci ne sait pas d'elle-même. On peut ajouter aujourd'hui que l'association de la puissance américaine (avec ses satellites et ses GAFAM) et de l'ancienne puissance coloniale (qui sait comment pense l'élite de la société algérienne), peut mieux « lire » la société postcoloniale que ne peuvent le faire ses dirigeants. Ce que n'ignorent pas ces dirigeants depuis longtemps. Mais la seule réponse qu'ils ont pu trouver jusqu'à présent, selon ses résultats, ne paraît pas satisfaisante. Ils ont été piégés en même temps que la société civile, dans l'opposition société civile et société militaire, État et société. Et ce n'est pas l'irruption d'une puissance étrangère pour contrarier l'emprise occidentale qui permettra aux sociétés postcoloniales de sortir de l'ornière. Sans société disciplinée, avec un appareil de contrôle flottant et une influence de puissances étrangères dont elles doivent se protéger, les sociétés postcoloniales ont des difficultés à défendre la souveraineté de leur décision politique. Les croyances, les normes sociales, les théories et les expérimentations ne produisent pas d'informations cohérentes. D'un point de vue extérieur, ou dit scientifique, les comportements manquent de cohérence théorique, ils ne peuvent dessiner les tenants et aboutissements d'une trajectoire régulière parce que non maîtrisés. Les États postcoloniaux produisent alors un système d'information qui s'efforce de donner une cohérence aux comportements. Ils ne peuvent recourir qu'aux instruments de la société de souveraineté qui doit aller chercher dans la conscience des individus les raisons des comportements et non dans leur déploiement objectif, dans des faits observables.

Maintenant que les sociétés marchandes de classes sont devenues des sociétés de surveillance, du profilage, les trajectoires individuelles et collectives des sociétés urbaines postcoloniales peuvent être établies de manière objective. Ces trajectoires sont celles d'une société qui les produit, mais n'en a pas la maîtrise. La technologie des sociétés souveraines aura beaucoup plus de mal à faire avec de telles trajectoires. Des décisions s'imposeront aux sociétés qu'elles n'auront même pas osé penser, la connaissance des corrélations qui seront à la base des trajectoires des individus et des groupes leur échappant, mais non pas aux sociétés du profilage. Ainsi la technologie des sociétés du profilage permet désormais aux puissances étrangères de travailler les croyances sociales et les préférences des consommateurs des sociétés postcoloniales. Croyances et préférences dont la superficialité et la faible cohérence assurent la malléabilité. Avec les données massives, le traçage généralisé, la trajectoire des comportements individuels et collectifs qu'il fallait expliquer en théorie peut être désormais pratiquement décrite, elle est toute en surface. Le désordre apparent des comportements que la Science ne parvenait pas à réduire, et qui pouvait servir de camouflage au processus réel de décision n'a plus besoin de la Science pour être réduit. Les choses partent et vont toujours quelque part, il devient possible avec les données massives et la puissance de calcul toujours croissante de prédire et d'intervenir. Il est ainsi possible de connaître l'évolution à court terme de « l'atmosphère », du « climat » d'une société. Si on ne peut pas les déterminer à long terme, en avoir la théorie et connaître les causes, on peut jeter de l'huile sur le feu qui brûle ou de l'eau pour refroidir la température. Car des vents on n'a pas la maîtrise. Les sociétés postcoloniales ne sont donc pas destinées à la soumission permanente. Si la maison ne brûle pas, n'est pas inflammable, la surveillance extérieure ne pourra rester que pure surveillance. Si de surcroît la société n'aura montré que ce qu'elle a voulu, elle pourra utiliser cette surveillance à ses fins.

L'OPPOSITION DU CIVIL ET DU MILITAIRE

Nous avons cessé d'être en peuple en armes, la volonté de son armée professionnelle qui voulait en hériter, est restée une profession de foi, le peuple n'a pas pu l'enfanter. Le guerrier est allé chercher son modèle chez Clausewitz et son art de la guerre ; il deviendra autre chose que la pointe dure d'une société civile armée de ses capitaux. Il s'en est suivi un défaut des professions civiles qui devait assurer son infrastructure. La puissance militaire n'est rien d'autre que la tête dure de la puissance matérielle et immatérielle de la société. La puissance de son savoir-faire et de ses croyances. La tête dure où se loge l'intelligence stratégique d'une société. Qui se régénère même décapitée. Je me rappelle la répulsion que j'avais vis-à-vis du militaire de par mon éducation postcoloniale.

Le primat du politique sur le militaire comme mot d'ordre est une de ses déclinaisons politiques. Il faut se méfier des apparences, dans le politique dort, se trouve derrière lui, le militaire. Quand on se dispute les biens du monde, que l'on ne s'entend plus, il faut se battre. Si l'on n'est pas prêt pour se battre, on sera souvent le vaincu de la dispute. Quand le politique se retire, le militaire passe devant, mais pas pour y rester. Dans le militaire pointe le politique (et inversement), la victoire militaire n'en est vraiment une que lorsqu'elle est politique.

Il reste qu'il y a militaire et militaire, même si Sun Tzu et Clausewitz peuvent se compléter comme peuvent l'enseigner aujourd'hui les écoles militaires occidentales, ils sont radicalement différents. Pour Clausewitz, c'est le militaire qui gagne la

guerre en anéantissant son ennemi, pour Sun Tzu, c'est la société qui gagne la guerre, le militaire est le voyageur du soir, il arrive quand la victoire est servie sur un plateau. Le militaire n'en est pas moins actif en temps de paix, il pilote l'innovation qu'il finance de son budget et protège de son secret. Il doit être aussi prêt pour vaincre si une bataille militaire s'impose, bien qu'il sache que la bataille doit être remportée d'abord sur d'autres fronts. Il ne faut pas oublier que Clausewitz sépare la société civile de la société militaire contrairement à Sun Tzu. Pour celui-ci, le mérite du général met en avant le mérite de la troupe et de la société. Encore que Clausewitz, général, était aussi enfant de la discipline de classes prussienne.

Piégées par l'opposition du civil et du militaire, les sociétés postcoloniales ont perdu le contrôle d'elles-mêmes. Leur font défaut la discipline et le contrôle qui leur permettraient de se soustraire à l'influence et à la surveillance extérieures. La société refuse de se discipliner dans les institutions assignées à une telle fonction, le contrôle sur ces différentes institutions n'a pas de prise sur le mouvement social. Malgré leur indépendance politique, les sociétés postcoloniales continuent de dépendre de théories auxquelles elles soumettent leurs expérimentations sans en produire ou éprouver les hypothèses. Elles expérimentent pour autrui, elles se tournent vers autrui pour définir les problèmes et prescrire les solutions. Leurs croyances sont chancelantes, leurs théories de mauvaises copies des théories occidentales, leurs informations celles de leurs expériences ratées. Pour se soustraire à l'influence et à la surveillance extérieure, retrouver une autonomie stratégique, elles doivent selon notre point de vue retrouver l'unité du civil et du militaire, leur unité non antagonique. Il faut qu'il y ait du civil dans le militaire et du militaire dans le civil, qu'il y ait une différenciation complémentaire. Ce qui suppose le cadre d'une société marchande qui n'oppose pas les classes fondamentales. Relevons ici deux choses : la technologie a une nature duale, civile et militaire ; la société qui veut vivre en paix doit être prête pour la guerre.

DIVISION DE CLASSES ET MOBILITÉ SOCIALE

L'opposition entre la société civile et celle militaire est née de l'opposition de classes entre guerriers et paysans. Division sociale fondamentale qui est devenue une seconde nature des sociétés occidentales : la socialisation l'a naturalisée. Parmi les sociétés de classes, il faut cependant distinguer celles dont la division de classes est fonctionnelle sujette à la mobilité sociale et celle héréditaire qui se soustrait à la mobilité sociale. L'antagonisme de classes n'est pas une fatalité : la social-démocratie l'a emporté sur le socialisme, mais elle est en train de faillir pour la même raison. Ils ont tous les deux opposé État et marché. L'un a trop compté sur l'État, l'autre sur le marché et non sur la mobilité sociale. Alors que la société de classes semble avoir été naturalisée, le problème reste celui de la mobilité sociale. Une difficulté aggravante survient avec la nouvelle révolution technologique : la polarisation sociale se double d'une polarisation du travail salarié. C'est la polarisation et l'absence de mobilité sociale qui menacent la stabilité d'une société. Il est juste par contre de dire que tout est dans le rapport de classes : la manière dont il s'est construit et se construit, extériorité ou intériorité sociale de la classe dirigeante. La mobilité sociale permet de distinguer ces deux situations : la mobilité sociale interclasses est très faible dans un cas (la position sociale reste héréditaire), forte dans un autre (la position sociale n'est pas héréditaire). *L'État émerge de la société comme son ordre contre son désordre ou le prolongement de sa discipline.* De la

mobilité émergeant un ordre, une structure ou une structure se surimposant à une mobilité qui s'ordonne ou se désordonne selon les cas.

EN GUISE DE CONCLUSION.

Pour qu'une société postcoloniale ait quelque maîtrise de son destin, ce qui suppose une certaine connaissance des déterminants internes et externes de sa trajectoire, elle a besoin de mettre en cohérence ses croyances et ses comportements et de les éprouver, de rattacher sa pensée à son action et ses conséquences. La connaissance des facteurs internes renvoie à ses croyances desquelles se formulent les hypothèses sur le monde qui sont à la base de ses expérimentations. Ses secrets sont dans ses croyances et les hypothèses qu'elle en tire, mais aussi dans les modalités de leur exécution pratique. La connaissance des facteurs externes est celle des facteurs internes aux autres nations et à leurs rapports, congruents ou discordants.

On ne se connaît bien soi-même qu'en se différenciant d'autrui. La différence fait notre avantage comparatif, non pas notre identité. Se différencier en tant qu'humains, qu'êtres vivants et agents n'exclue pas une communauté de destin. Se différencier signifie que l'on ne peut pas se connaître si on ne connaît pas l'autre, que l'on a pu faire nôtre. Cette part d'autrui en nous est inévitable, vouloir l'expurger, comme la tentation est forte aujourd'hui, est la pire solution. Cette part nous importe en ce qu'elle nous fait faire, cela nous laisse voir ce que nous pouvons partager. Il nous faut protéger ce que nous avons en propre et en partage comme secret et comme avantage comparatif afin qu'il ne soit pas utilisé contre nous. Car ce qui nous constitue est composé, ce n'est pas une part de nous-mêmes qui fait notre identité, mais la composition que nous avons choisie et qui nous fait faire le mieux de nous-mêmes. Alors et alors seulement, la société postcoloniale pourra avoir un destin qu'elle aura choisi. Les rationalistes occidentaux disent (leurs théories expliquent) autre chose que ce qu'ils font (ne décrivent pas leurs pratiques rationnelles), les Chinois ne disent pas ce qu'ils font. Nous n'avons pas à mentir, mais personne n'est transparent. Nos échanges ne doivent pas asservir ni desservir.

Derquini Arezki

^[1] Philippe Descola. *Par-delà nature et culture.* Gallimard. 2005.

^[2] *Les sociétés de souveraineté sont celles qui ont caractérisé les sociétés de classes du Moyen-Age, avec leur monarchie de droit divin. Elles avaient pour but de prélever plutôt qu'organiser la production, décider de la mort plutôt que gérer la vie. En opposition aux sociétés disciplinaires qui leur succéderont.*

^[3] « Nous avons donc quitté les sociétés de contrôle, nous entrons dans les sociétés du profilage. Si, certes, contrôle comme profilage individualisent, le contrôle joue sur l'ici et maintenant tandis que le profilage prédit.

Le contrôle, héritier de la discipline, suit et monitore les comportements, alors que le profilage, lui, portera sur les croyances et les préférences au sens des économistes. Le profilage hérite aussi de l'idéal régulateur de la discipline, à savoir l'optimisation d'une productivité. Enfin le profilage, à la différence du contrôle et dans la lignée de la discipline, fait naître de nouveaux sujets et de nouveaux groupes ... » Philippe Huneman. Les sociétés du profilage. Évaluer, optimiser, prédire. Ed. Payot. Paris. 2023.

^[4] Étymologie. Du latin *existere* ou *exsistere*, « sortir de », « se manifester, se montrer », composé de *ex* et de *sistere*, forme dérivée de *stare* (« être debout », « être stable »).

L'économie de la connaissance en Algérie entre savoir et illusion

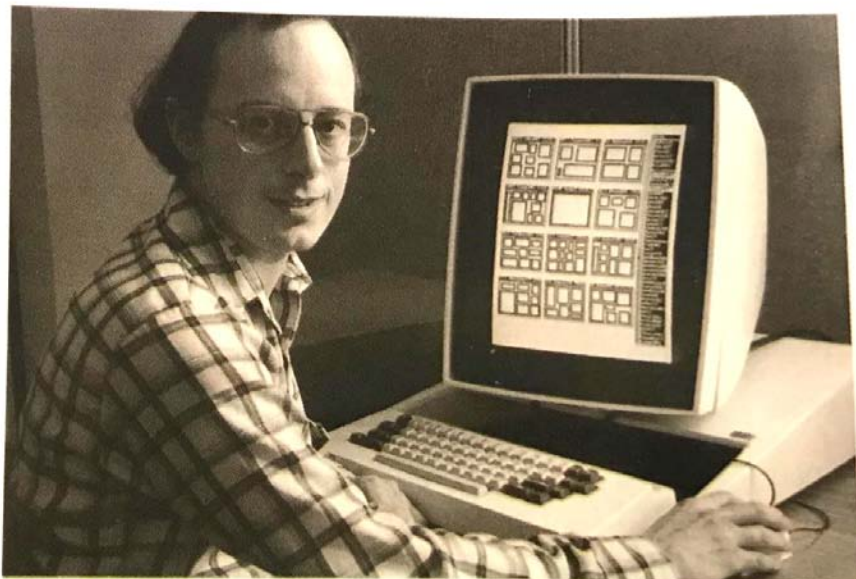


FIGURE 12: Alan Bell at PARC, completing the design-file merge for MPC79.

Par Mohand Tahar Belaroussi *

Suite et fin

Ils ont également contribué grandement à développer et à fournir des composants de la microélectronique pour des applications dans divers secteurs tels que ceux des transports, des télécommunications, des produits grand public, de l'aéronautique, de la santé, de la défense et de la sécurité, de l'agriculture, etc. Cette évolution a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives d'évolution prometteuses portées par des technologies et des applications d'avenir (l'Internet des objets, l'Intelligence artificielle, les véhicules électriques et autonomes, les réseaux électriques intelligents «Smart grid», les villes intelligentes « Smart cities », Industrie 4.0, etc.). C'est dans le prolongement de cette évolution que les entreprises les plus puissantes de l'économie numérique** plus connues sous l'acronyme GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), ont pris naissance, lesquelles fournissent des biens et des services informatiques.

QU'EN EST-IL DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE EN ALGÉRIE ?

Conscient des enjeux économiques et sociaux de l'économie de la connaissance, le Gouvernement a décidé de fusionner les deux ministères délégués celui chargé de l'économie de la connaissance et des start-up avec celui chargé des micro-entreprises en un seul ministère. En vertu de l'article 1 du décret exécutif n°20-54 du 25 février 2020, le ministre responsable de ce secteur est chargé de proposer les éléments de la politique nationale en la matière et de veiller à sa mise œuvre. Pour rappel, par la politique de l'économie de la connaissance, on désigne généralement l'ensemble des mesures et des règles prises par un État afin d'assurer la production, la diffusion et l'application du savoir scientifique et technologique en fonction des objectifs généraux inspirés par et orientés selon les objectifs du plan de développement national (dans notre cas, il s'agit de la politique du Gouvernement et de son programme d'action).

De plus, conformément à l'article 2 du décret susmentionné, le ministre est chargé, en concertation avec les autres départements ministériels, institutions, organismes et le mouvement associatif concernés, notamment : - de mettre en œuvre la politique et la stratégie nationale de promotion et de développement de la micro-entreprise, des start-up, des incubateurs, et de l'économie de la connaissance, notamment de l'économie numérique ; - de promouvoir et de développer la micro-entreprise et les start-up ; - de promouvoir et de développer les incubateurs, les cyber-parcs, les technopôles, les pôles d'innovation et les pôles de compétitivité ; - de promouvoir le transfert technologique et la valorisation des produits de la recherche.

Au regard de l'ensemble de ses activités, la mission paraît complexe, délicate et lourde de responsabilités confiée à des jeunes sans expérience professionnelle et connaissance en matière de management des activités scientifiques et technologiques. Des lacunes au niveau des compétences en la matière déjà évoquées précédemment^{8,9}.

Qu'en est-il du développement de l'économie de la connaissance dans notre pays ? Afin de préparer les profondes réformes nécessaires visant l'émergence d'une économie basée sur le savoir, des assises nationales sur l'économie sur la connaissance ont été organisées conjointement par le ministère chargé de l'économie de la connaissance et des Start-up et le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE). Ces assises nationales, étalées sur deux jours, du 29 au 30 mars 2021, auxquelles ont participé plus de 1300 experts, dont les réflexions ont porté sur sept thématiques à savoir le financement de l'innovation, l'appui de la recherche et du développement, la propriété intellectuelle, la gouvernance, les systèmes d'enseignement et de formation, l'économie numérique et le transfert de technologie. Il en ressort de ses assises, selon le ministre responsable de ce secteur, que «Les recommandations issues des différents ateliers ont été formulées à la faveur des points de vue manifestés par les différents experts et participants ayant mis l'accent sur l'importance de l'économie de la connaissance qui implique la conjugaison des efforts de tous afin d'opérer de véritables changements au niveau réglementaire ».

Dans le sillage du cadre réglementaire, afin de concrétiser une des recommandations des assises nationales sur l'économie de la connaissance, le ministre en charge du secteur a procédé à l'installation du comité national de préparation du projet de loi-cadre sur l'économie de la connaissance, le 29 novembre 2021. Au mois de mars 2022, le ministre a annoncé que le projet de loi-cadre sera soumis au gouvernement dans les prochaines semaines qui viennent. Dans une telle circonstance, la question qui mérite d'être sérieusement examinée est de savoir si ce projet de loi-cadre n'interfère pas avec la loi en place, la loi n° 15-21 du 30 décembre 2015 portant loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique ?

Cela n'est pas vraiment surprenant, compte tenu du fait que la recherche constitue une composante clé du triangle de la connaissance (formation, recherche et innovation) - un concept instauré par la déclaration de Lisbonne en 2000 - par le biais duquel se produisent les connaissances. Il serait donc illusoire de croire que la croissance et le développement d'une société et d'une économie de la connaissance pourront se faire sans cette composante essentielle qu'est la recherche.

Un coup d'œil sur les attributions des deux ministres, celui du ministre de l'Enseignement

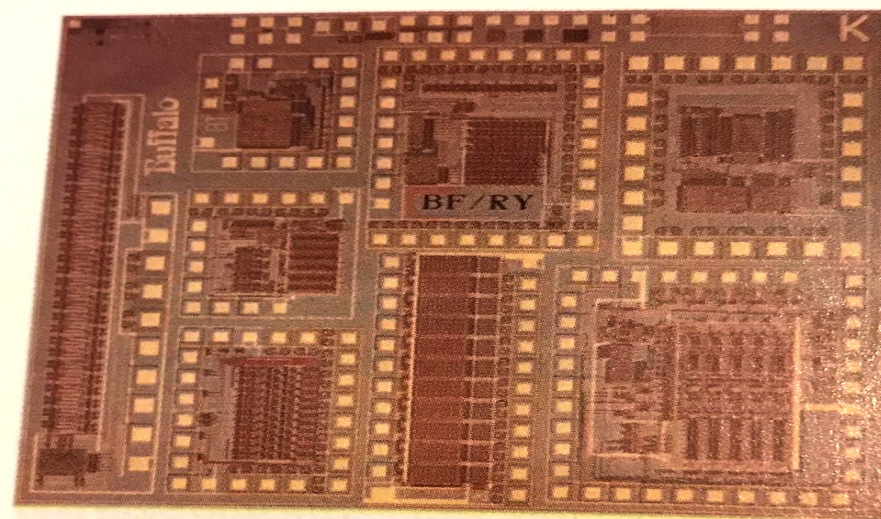


FIGURE 15: Photo of MPC79 die type BK, from Stanford University. (Melgar Photography)

supérieur et de la Recherche scientifique (décret exécutif n°13-77 du 30 janvier 2013) et celui de la Micro-entreprise, des Start-up et de la Connaissance, ainsi que sur les missions des deux ministères en considérant celles de la Direction Générale de la Recherche Scientifique et de Développement Technologique (décret exécutif n°13-81 du 30 janvier 2013), montre qu'elles s'interfèrent de manière injustifiée et préjudiciable à une politique de développement de l'économie de la connaissance.

Dans cette situation, source de confusion importante, nos deux ministres concernés par l'économie de la connaissance et des start-up sont plus enclins à effectuer conjointement des sorties de terrain, à organiser des événements et des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes étudiants et à élaborer des textes juridiques (la labellisation des start-up et des projets innovants, la création d'un comité national de labellisation multidisciplinaire, la création d'un fond d'investissement, l'arrêté ministériel n° 1.275 du 27 septembre 2022 portant sur le mécanisme « un diplôme... une start-up », ...) que sur l'élaboration d'une véritable politique commune et d'une stratégie nationale de promotion et de développement en la matière conformément aux attributions et pouvoirs qui leur sont conférés faute d'idées claires et adaptées et une vision clairement définie, pouvant les aider à les traduire en programmes nationaux viables et projets novateurs.

Dans cette situation, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a précisé que son département ministériel «œuvre à atteindre l'objectif de faire passer l'étudiant d'un simple demandeur d'emploi à un entrepreneur créateur de richesse et de postes d'emploi». Il convient à ce propos que cela exige un travail d'équipe ainsi que des encadreurs, des promoteurs de projets et des techniciens motivés ainsi que des plateformes matérielles et technologiques adéquates, que nous considérons comme facteur clé de réussite d'un projet innovant. Il nous semble que les textes présentés en matière d'économie de la connaissance, avec ce que ce terme comporte comme défis, ne sont que des effets d'annonce sans aucun contenu sérieux et sans conséquences réelles faute de réformes fondamentales à introduire dans les trois composantes du triangle de la connaissance susmentionné qu'il convient d'y accorder une attention particulière. Il ne faudrait pas se voiler la face, présentement, les politiques en cette matière relèvent bien plus de l'improvisation que d'un processus de planification et de stratégie intégrée basée sur un état des lieux précis dont il importe qu'il soit global.

Ce qui est plus étonnant encore, c'est l'accord de coopération signé le 7 février 2023 entre le Groupe Sonatrach et le CNRST visant la promotion de la recherche appliquée au profit de l'entreprise, alors qu'il existe déjà un accord de coopération dans le domaine de

la recherche entre le Group Sonatrach et la DGRSDT signé en 2017. Dans une telle situation, le développement de l'économie de la connaissance, des start-up et de partenariat recherche-industrie sonne plutôt creux !

En conclusion, il apparaît à l'évidence que notre système nationale de recherche et d'innovation souffre de la multiplicité des cas de chevauchements entre les missions des départements ministériels et des institutions, de la confusion et de l'incohérence des politiques suivies, de l'absence de vision d'ensemble et de stratégie et du manque de leadership dans le chapitre de l'économie de la connaissance. Dans de telles circonstances, s'annonçant comme un tournant décisif dans l'histoire de l'Algérie, n'est-il pas opportun de créer un grand ministère de la recherche et d'innovation rassemblant les moyens dispersés et émiettés entre plusieurs ministères.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est capital et extrêmement urgent que nos décideurs fassent preuve de la volonté politique et du courage requis pour modifier en profondeur la situation actuelle de notre système national de recherche et d'innovation afin de favoriser les perspectives de développement d'une société de la connaissance qui est la pierre angulaire de la stratégie pour la croissance et l'emploi si l'on veut que le slogan «La nouvelle Algérie» se réalise effectivement et ne soit pas purement et simplement une illusion. A l'occasion de la Journée nationale du chahid qui correspond au 18 février de chaque année, nous rendons un Hommage appuyé à nos valeureux martyrs tombés au champ d'honneur. Gloire et éternité à nos valeureux martyrs.

*Docteur en microélectronique
Directeur de recherche à la retraite
**Le terme numérique renvoie à la technologie CMOS (Complementary Metal Oxide Semiconductor) utilisée pour la fabrication de puces qui utilisent un langage binaire à l'aide de deux transistors MOS complémentaires

Références :

1. Quels sont les leviers potentiels pour le développement économique et social ? M.T. Belaroussi, Le Quotidien d'Oran, 3-4 janvier 2022
2. Formation-Recherche-Démonstration-Production: Des articulations difficiles mais absolument nécessaires, M.T. Belaroussi, Le Quotidien d'Oran, 26 juin 2022
3. Les Enjeux du Progrès, A. Cambrosio, R. Duchesne, Presse de l'université de Québec - 1984
4. The MPC Adventures : Experiences with the Generation of VLSI design and Implementation Methodologies, Lynn Conway, Palo Alto Research Center (Xerox), January 19, 1981
5. Reminiscences of the VLSI Revolution, Lynn Conway, IEEE Solid-State Circuits Magazine, Fall 2012
6. ESPRIT, Première phase : état d'avancement et résultats, Commission des Communautés européennes, 1987
7. Technologie Belge : Agonie ou renaissance, Olivier Cogels, Academia Louvain-la-Neuve, 1990
8. Recherche scientifique et politique de développement : Quelle orientation pour la gouvernance ? M.T. Belaroussi, El Watan Economie, 30 juin 2008
9. La programmation de la recherche nationale : Autopsie d'un échec annoncé, M.T. Belaroussi, Le Quotidien d'Oran, 6 janvier 2009

Station de dessalement d'El Mactaa Un plan pour augmenter la production à 500.000 mètres cubes/j fin 2023

Le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab a annoncé, jeudi à Alger, la mise en place d'un plan de réforme pour structurer la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) d'El Mactaa (Oran), à même d'atteindre une capacité de production maximale de 500.000 mètres cubes/jour à la fin de 2023, et ce en vue de limiter les perturbations d'approvisionnement en eau potable dans les wilayas de l'ouest du pays.

Lors d'une plénière à l'APN consacrée aux questions orales sous la présidence de Fatah Brikat, vice-président, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a précisé en réponse à une question du député Rachid Cherchar (Mouvement El Bina), sur la SDEM d'El Mactaa à Mers El Hadjadj (Oran), que Sonatrach, à travers sa filiale Algerian Energy Company (AEC), a adopté un plan à deux phases qui a été approuvé par la société

de dessalement d'eau d'El Mactaa, en vue d'atteindre la capacité globale maximale de 500.000 mètres cubes/jour à la fin de 2023. La première phase de ce plan d'urgence vise à augmenter la production à 360.000 mètres cubes/j à partir de mars 2023, alors que la seconde vise une production de 500.000 mètres cubes/j en décembre 2023, soit la capacité maximale de la station, a expliqué M. Arkab qui a ajouté que l'opération se poursuit «résolument» et que l'AEC a fourni «tous les moyens techniques, financiers et humains en vue de réaliser le plan et atteindre les objectifs tracés dans les délais impartis».

Concernant les raisons des pannes au niveau de cette station, M. Arkab a imputé cela «à des problèmes de conception qui ont perturbé le fonctionnement de la station» ainsi que «le manquement de la société singapourienne Hyflux quant à l'exploitation et la maintenance de la station suivant le con-

trat conclu avec elle». Par ailleurs, le ministre de l'Energie a rappelé que la wilaya d'Oran avait également bénéficié, dans le cadre du plan du gouvernement à moyen terme, d'un projet de réalisation d'une station de dessalement à «Cap Blanc» d'une capacité de 300.000 m³/jour, précisant que les travaux au niveau de cette station connaissent «un taux d'avancement acceptable». Cette infrastructure vient s'ajouter à la station «Kahrama», laquelle va couvrir la wilaya d'Oran et les wilayas avoisinantes de manière suffisante et régulière en eau potable d'ici fin 2024. A ce propos, M. Arkab a mis en avant le plan du gouvernement à moyen terme prévoyant la réalisation de cinq projets de stations de dessalement dans les wilayas d'El Taref, Bejaia, Boumerdes, Tipasa et Oran d'une capacité de 300.000 m³/jour chacune, en vue de satisfaire régulièrement les besoins des citoyens en matière d'eau potable.

Enjeux et défis pour la relance de l'industrie du cuir Des mesures pour la collecte des peaux de moutons

J.Boukraa

Les pouvoirs publics accordent un intérêt particulier aux industries manufacturières notamment le textile et le cuir et le secteur de l'Industrie mise sur la relance de ces créneaux prometteurs. Les industries du textile, de l'habillement et du cuir nécessitent plusieurs matières premières et intrants, certains sont disponibles au niveau local et d'autres importées malgré les atouts que recèle notre pays à l'instar du cuir et de la laine.

Dans cette optique et en préparation de l'opération de collecte de peaux prévue pour l'année 2023 par le ministère de l'Industrie, l'entreprise publique de gestion des centres d'enfouissements techniques de la wilaya d'Oran a organisé en fin de semaine une réunion de coordination avec de nombreux départements pour discuter des mesures à prendre pour assurer le bon déroulement de l'opération de collecte de peaux.

Les parties prenantes ont discuté de la logistique, de la formation des employés, des équipements nécessaires, des procédures de collecte et de transport des peaux, ainsi que

de la sécurité des travailleurs. Le but est de relancer la manufacture et l'industrie du cuir en encourageant la collecte et l'exploitation des peaux de moutons localement. Une visite sur le terrain à une tannerie dans la zone industrielle de Hassi Ameur et un abattoir à Oran a permis aux participants de mieux comprendre les défis et les opportunités de l'opération de collecte de peaux. L'industrie du cuir subit des difficultés d'approvisionnement en peau brute. En effet, chaque Aïd El Adha, les peaux sont récupérées dans les poubelles avant le passage des camions de collecte d'ordures ou chez les familles en faisant le porte-à-porte.

Les collecteurs ramassent ces peaux pour les revendre ensuite contre des sommes d'argent variant entre 300 et 500 dinars la pièce pour servir par la suite comme matière première précieuse pour l'artisanat du cuir, du moins quand la peau n'est pas abîmée. Les peaux sont lavées et ensuite couvertes avec des quantités considérables de gros sel pour les préserver de la pourriture. Les peaux emballées dans des sacs en plastique sont ensuite cédées aux tan-

neries. Toutefois, seulement 10% des peaux de moutons sont exploitées. La wilaya d'Oran compte deux tanneries qui souffrent d'un grand problème d'approvisionnement en peau brute.

Notons que le secteur de l'industrie connaît une nouvelle dynamique, à travers un plan d'action inspiré du programme du président de la République en vue de promouvoir et de développer les filières industrielles, à travers la promotion de la production nationale, la consolidation de sa compétitivité et de sa place, la création d'un climat propice à l'investissement.

En janvier dernier le ministère de l'Industrie avait mis en garde les citoyens contre les articles en cuir et en textile contrefaits importés, précisant qu'une feuille de route pour relancer le secteur du textile et du cuir, en réduisant au maximum les importations est en cours d'élaboration. Les pouvoirs publics ont défini plusieurs pôles industriels spécialisés dans ce domaine à travers le pays, à l'instar des wilayas de Skikda, de Médéa, de Bordj Bou Arreridj et de Tlemcen, où des zones d'activités spécialisées seront réservées aux opérateurs.

Port d'Oran

Accostage d'un navire de croisière à son bord 77 touristes américains

Un navire de croisière à son bord 77 touristes des Etats-Unis d'Amérique (USA) a accosté jeudi au port d'Oran, a-t-on appris du directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Belkaim Benamar Belabbès. Les touristes, qui étaient à bord du bateau «M/V Corinthian» ont effectué une randonnée pédestre, qui leur a permis de prendre connaissance de plusieurs sites et lieux de la ville d'Oran dont la place «1^{er} Novembre 1954», le boulevard de l'Armée de libération nationale (ex-Front de mer) et la bibliothèque municipale. Les touristes américains ont également visité une exposition de produits d'artisanat, organisée sur la place «Maghreb arabe» au centre-ville. Le programme de cette tournée touristique d'une journée comporte aussi une virée au mont Murdjadjo surplombant la capitale de l'Ouest du pays et où se situe le Fort de Santa Cruz. A noter que ce bateau de croisière, provenant d'Alger, mettra le cap jeudi soir sur Barcelone (Es-



pagne). Le même responsable a indiqué que cette visite touristique dans la ville d'Oran est la première dans le cadre du programme élaboré de l'année 2023 et ce navire est le quatrième à accoster au port d'Oran qui a accueilli, l'an dernier, trois navires similaires comprenant des touristes étrangers de différen-

tes nationalités. D'autres navires de croisière sont attendus en avril, mai et août prochains, a-t-il annoncé. Cette visite touristique a été organisée par l'Agence de tourisme et de voyages «Touareg» d'Alger en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran.

Salon de l'industrie et de l'exportation d'Oran Signature de plus de 70 conventions de partenariat

Plus de 70 conventions de partenariat dans le domaine industriel et du bâtiment ont été signées lors de la 5^e édition du Salon international de l'industrie, de l'énergie, la construction et l'exportation (Oran Invest-Expo), qui a baissé rideau jeudi au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran. Ces accords de partenariat ont été signés entre des opérateurs algériens (entreprises publiques et privées) et étrangers, dans plusieurs créneaux, à l'instar de l'industrie et du bâtiment, a indiqué à l'APS le commissaire du salon, Ahmed Hanniche. Ils prévoient la création de nouvelles unités de production à l'Ouest du pays (Oran, Relizane, et Mostaganem), spécialisées dans la métallurgie, le plastique, les matériaux de construction, les produits électroménagers, les équipements industriels et la pièce détachée automobile (boîte de vitesse), a-t-il précisé. Cette manifestation économique, organisée sous la tutelle des ministères de l'Industrie et du Commerce et de la Promotion des exportations et sous le patronage du wali, a vu la participation de plusieurs ambassadeurs et représentants d'ambassades de pays d'Afrique et d'Asie dans le but de rapprocher davantage les exposants des visiteurs et professionnels, de créer des partenariats, de matérialiser des opportunités d'investissements directs et d'exporter des produits algériens, a souligné le commissaire du salon. Cette édition de 4 jours a été

marquée par une présence importante de professionnels dont le nombre a dépassé les 12.000 de plusieurs wilayas du pays et d'hommes d'affaires étrangers en provenance de France, de Turquie, de Tunisie et de Chine, ainsi qu'un nombre important d'étudiants universitaires et de porteurs de projets désireux créer des startups dans plusieurs domaines, selon la même source.

Près de 150 exposants d'Algérie et de l'étranger dont près de 100 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans le domaine de l'industrie, des travaux publics, de l'énergie et de la construction ont pris part à ce rendez-vous économique, aux côtés d'entreprises étrangères et de représentants des filiales de sociétés étrangères activant en Algérie. Un espace d'exposition a été dédié aux jeunes porteurs de projets dans le but de les rapprocher des acteurs économiques et de trouver des opportunités pour financer et matérialiser leurs projets. Des journées techniques appuyées de conférences abondant, entre autres, «les domaines d'investissements prometteurs en Algérie», «les perspectives d'exportation des ciment», «l'économie de l'énergie dans le bâtiment», «la sous-traitance industrielle et la densification du tissu des PME», «les mesures incitatives pour l'exportation des produits algériens», ont été animées en marge de cette manifestation suivies de débats.

Institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) Rencontre régionale des armateurs de pêche en haute mer

L'Institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran a abrité jeudi une rencontre régionale sur la pêche en haute mer ayant regroupé les armateurs des wilayas dans l'Ouest du pays qui manifestent un intérêt particulier à cette activité, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur Abdelbaset Hamri. Près de 30 armateurs des wilayas d'Oran, Mostaganem, Aïn Téouchent et de Tlemcen ont pris part à cette rencontre dont l'objectif est de mettre en exergue les conditions d'exercice de cette activité de pêche en haute mer, notamment dans les eaux internationales relevant de la zone économique exclusive (ZEE) de l'Algérie ou dans les zones de certains pays, à l'instar de la

Mauritanie avec laquelle l'Algérie a signé des conventions, a indiqué à l'APS M. Hamri. Le responsable de wilaya du secteur a souligné que des cadres du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques ont présidé cette rencontre en vue d'évaluer également le niveau de préparation des armateurs en terme de moyens techniques et d'équipage des navires de pêche, rappelant que la pratique de la pêche en haute mer «est soumise à des conditions très rigoureuses». L'Algérie avait signé en septembre dernier une convention dans le domaine de la pêche parmi 26 conventions dans différents domaines, dans le cadre de la 19^e grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération.

Ils promettaient des produits étrangers à leurs victimes Deux escrocs des réseaux sociaux arrêtés

K. Assia

Agissant sur la base de plaintes déposées pour escroquerie via les réseaux sociaux Facebook et WhatsApp, les éléments de la brigade économique et financière de la police judiciaire de la sûreté d'Oran sont parvenus à démanteler un réseau criminel composé de deux individus dont un ressortissant africain, un repris de justice. Les escrocs âgés de 37 et 43 ans avaient réussi à mettre tout un plan diabolique pour soutirer de l'argent à leurs victimes contre de fausses promesses de leur ramener des objets et des produits de l'étranger à l'exemple de téléphones portables iPhone 14, des montres de luxe, des bijoux, des vêtements de grande marque, etc. Ainsi et pour mener à terme ces transactions fictives, les victimes devaient verser entre 5 millions de centimes et 20 millions de cen-

times et selon le produit demandé sur le compte CCP du deuxième complice. Les recherches lancées ont révélé que cette escroquerie a fait plus de 50 victimes et que les comptes utilisés sur les réseaux sociaux étaient aussi faux. Dans ce registre et usant de moyens techniques et scientifiques, les enquêteurs ont réussi à identifier et à localiser les deux escrocs qui ont été arrêtés en flagrant délit en train d'encaisser une somme d'argent dans une agence postale. Pas moins de 28 millions de centimes, un montant de 50 euros en plus d'un portable utilisé dans cette affaire d'arnaque et d'escroquerie ont été récupérés par les policiers. Ils ont été présentés au tribunal pour association de malfaiteurs, entrée illégale et séjour irrégulier sur le territoire national pour le ressortissant africain, escroquerie et arnaque et usurpation de l'identité d'autrui.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

BELKHEIR Arbi Houari, 84 ans, Oran
MEKI MOKHTAR Jazira Nawel, 60 ans, Oran
BOUSEROUAL Med, 50 ans, Oran
LABSIR Halima, 53 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 chaâbane 1444				
El Fedjr 05h46	Dohr 13h11	Assar 16h39	Maghreb 19h17	Icha 20h34



Yacine Merabi en visite au complexe Solfert d'Arzew Un modèle de réussite dans l'encadrement et l'intégration des stagiaires

Le seuil minimal légal exigé à l'entreprise en matière d'encadrement des stagiaires issus des centres de formation professionnelle a été largement dépassé par la société Solfert, avec à la clé un taux d'intégration maximal.

Houari Saaïdia

C'est l'un des éléments à la base du choix de cette société par actions, fruit d'un partenariat entre le groupe national Sonatrach (49%) et le groupe Orascom Construction (51%), comme modèle de réussite par le ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels. Tous les voyants du tableau de bord sont au vert pour Solfert, l'une des entreprises pionnières productrices d'ammoniac et d'urée granulé, y compris dans le segment très important de la formation interne, et ce en s'appuyant à 100% sur ses propres ressources, en assurant la maîtrise d'œuvre et en définissant par elle-même les objectifs de l'action, son contenu et ses modalités pédagogiques. Une performance hors pair dans la mise en œuvre de l'accord de partenariat Solfert/Formation professionnelle qui valait bien une visite à l'unité de production de cette entreprise par le premier responsable du département de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Yacine Merabi, dans le but de s'enquérir de près des conditions de la mise en pratique de cette convention, d'en connaître avec plus de détails les résultats et les impacts, mais aussi et surtout y apporter un soutien et un engagement officiel pour l'avenir. Sur fond de « satisfaction partagée » quant aux « excellents résultats » réalisés depuis le début de cette expérience à ce jour, une cérémonie de remise de certificats de stage à des stagiaires ayant bouclé avec succès leur cycle de formation au sein de l'unité de production de Solfert a été organisée en présence du ministre Yacine Merabi et du wali d'Oran, Saïd Sayoud.

UN PATENARIAT 'WIN-WIN' ENTRE SOLFERT ET LE SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Chiffre très significatif : alors que sur le plan légal, il est requis à une entreprise industrielle publique de la taille de Solfert, qui emploie actuellement 830 personnes dans des postes permanents d'encadrement et de corps de métiers ainsi que près de 700 autres à travers la sous-traitance, la prise en charge de 40 stagiaires par an, ce fleuron de l'industrie pétrochimique et de produits azotés a dépassé la barre en ayant encadré 65 éléments par an, et ce pour une période de 12 à 30 mois. C'est ce qui ressort du tableau synoptique présenté par Souad Abdallah, directrice générale adjointe de Solfert, au préambule de la cérémonie de remise de certificats de stage. La formation dispensée en interne par les cadres supérieurs de Solfert a permis, de 2018 à 2023, l'encadrement de 232 stagiaires, tous corps de métiers confondus, issus de 7 centres de formation professionnelle de la wilaya d'Oran. Et ce bilan aurait pu être bien plus élevé, la conjoncture liée au Covid-19 ayant considérablement abaissé la cadence durant deux années. Autre élément positif à mettre au crédit de Solfert dans ce même registre : son encadrement couvre un large éventail de spécialités et de corps de métiers. « Solfert regroupe toutes les disciplines dans divers domaines industriels tels que la chimie industrielle, la pétrochimie, la maintenance industrielle, la mécanique, l'instrumentation, l'électricité, l'automatisme, l'informatique, les ressources humaines, le génie civil et le laboratoire », a précisé Mme Souad Abdallah. Visionnant une vidéo documentaire sur l'encadrement des apprentis au sein de l'unité, la DG adjointe de Solfert a souligné que l'entreprise « offre un environnement sûr qui garantit au stagiaire l'apprentissage, la

sécurité, la stabilité, l'intégration et lui permet de développer les attitudes sociales nécessaires pour devenir un apprenti intégré dans la société et capable d'accomplir ses tâches à l'avenir ».

CAPITALISATION DU SAVOIR-FAIRE ET ALGÉRIANISATION DU PERSONNEL : PARIS RELEVÉS

Dans la phase de démarrage, la société mixte algéro-égyptienne Solfert comptait dans son effectif plus de 150 ressortissants étrangers dans différentes spécialités. Les accords d'association entre Sonatrach et OCI Orascom prévoyaient un transfert de technologie et de savoir-faire afin de parvenir à algérianiser le personnel selon un calendrier bien déterminé. Le personnel de Solfert a relevé le défi par la capitalisation de son savoir-faire et la consolidation de ses ressources pour finaliser ce processus d'algérianisation en 2019 conformément aux orientations du top management de Sonatrach et en application des accords d'association. Implanté au niveau de la zone industrielle d'Arzew, le complexe pétrochimique de Solfert est entré en production en 2013 et est composé de deux trains de production d'ammoniac d'une capacité de 2.200 tonnes/jour chacune et d'un train de production d'urée granulée 46% d'une capacité de 3.450 tonnes/jour. Le complexe occupe, dans sa partie principale, une superficie de 72 hectares et possède des installations sur trois autres sites épars dont deux au niveau du port de Béthioua où sont implantées la station de traitement d'eau de mer et les installations de stockage et de chargement des bateaux en ammoniac liquide, le troisième site étant situé au port d'Arzew et qui abrite les installations de chargement d'urée granulée 46%.

COUVERTURE 100% DU MARCHÉ NATIONAL ET EXPORTATIONS EN HAUSSE DE L'AMMONIAC ET L'URÉE

Les engrais sont devenus une matière stratégique et d'appui incontournable pour le secteur de l'agriculture pour améliorer le rendement de la production. Si, à l'export, Solfert est parmi les entreprises pionnières productrices d'ammoniac et d'urée granulé 46%, sur le marché intérieur elle est leader dans la commercialisation d'urée 46% subventionné et contribue largement à la couverture des besoins de l'agriculture algérienne. Le complexe pétrochimique de Solfert a produit pour l'année 2022 plus de 1,3 millions de tonnes d'urée 46% dont 10% ont été dirigées vers le marché agricole local et 90% à l'exportation vers plusieurs pays étrangers, notamment le marché européen qui constitue son « marché naturel » ainsi que le marché africain. Sous-produit du gaz naturel, l'ammoniac est le 2^e produit chimique le plus fabriqué au monde, Solfert en fabrique annuellement 1,6 millions de tonnes sous forme liquide (substance utilisée principalement par l'industrie pharmaceutique et pour la production cosmétique) dont plus de 800 mille tonnes sont destinées à l'exportation, essentiellement vers l'Europe. Etant l'un des plus grands producteurs d'engrais azotés en Afrique du Nord, Solfert contribue au développement de l'outil de production local et crée de la valeur ajoutée et de la richesse à travers l'implication des petites et moyennes entreprises d'une partie de ces activités annexes. La réussite de ce partenariat entre le groupe Sonatrach et la société Orascom a motivé les deux actionnaires à envisager de nouveaux investissements afin d'augmenter les capacités de production du complexe.



DE GROS INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT À VENIR. L'AMMONIAC VERT ET L'URÉE VERTE EN PERSPECTIVE

Ainsi, l'entreprise compte augmenter la capacité de sa production grâce au projet de mise à niveau et d'augmentation des capacités de production « debottlenecking » pour un montant de 80 millions de dollars, ce qui lui permettra une augmentation de plus de 30% de sa capacité de production en 2025. En plus de cet investissement et devant la demande mondiale de plus en plus importante en urée 46%, Solfert prévoit aussi d'engager de nouveaux investissements en réalisant une deuxième unité d'urée granulée 46% d'une capacité de 3.450 tonnes/jour. La société Solfert ne compte pas s'arrêter en si bon chemin puisqu'elle compte également construire une unité pilote de production d'hydrogène vert et d'urée verte, ce qui lui permettrait à la fois de rationaliser l'utilisation de ses ressources de gaz naturel et de « décarboner » ses produits pour répondre aux nouvelles restrictions imposées par le marché international, notamment en matière de protection de l'environnement et réduction de l'empreinte carbone. Aujourd'hui, la production d'ammoniac contribue grandement aux émissions mondiales du dioxyde de carbone (CO2) en raison de sa forte dépendance aux combustibles fossiles et du retrait de tous les types de carbone sous forme de CO2. Le procédé de production d'hydrogène (H2) sur lequel se fonde la synthèse de l'ammoniac a d'importants besoins énergétiques et est responsable de la plupart des émissions de CO2. Par conséquent, l'ammoniac vert n'est réalisable que si la production de H2 repose entièrement sur des sources d'énergie renouvelables. Si cette condition est satisfaite, l'ammoniac devient un substitut sans carbone aux hydrocarbures et un médium de transport et de stockage d'énergie. Grâce aux technologies, aux politiques et à l'infrastructure auxquelles l'ammoniac est assujéti, ce produit est pratique et sécuritaire à transporter. De plus, la multiplication des recherches en efficacité énergétique accélère le développement de technologies de production d'ammoniac vert. Les domaines de recherche à venir sur la chaîne d'approvisionnement de H2 comprennent la réduction des coûts et l'amélioration du rendement des électrolyseurs, du stockage de H2 et des infrastructures de transport. C'est là en substance les défis principaux à relever par Solfert dans le cadre de ses projets « verts ». Et elle en a, selon toute vraisemblance, largement les capacités.

Immeuble vétuste au 44 rue de Tlemcen Les 4 familles sinistrées attendent toujours leur relogement

K. Assia

Cinq ans après le relogement de 16 familles de l'immeuble vétuste situé au 44 rue Tlemcen, au pôle nouveau pôle urbain de Belgaid, les 4 familles restantes attendent toujours leur relogement, a-t-on appris, jeudi, auprès des concernés. En effet, une commission de wilaya s'est déplacée, ces derniers jours, sur place afin de s'enquérir de l'état de vétusté de cette bâtisse, ont indiqué nos interlocuteurs précisant que cette visite a redonné de l'espoir aux familles sinistrées qui attendent avec impatience d'être relogées. «La commission nous a signifié que nous sommes en danger», lance l'un des représentants des familles. Ils expliquent, à ce titre, qu'au départ, ces sinistrés avaient refusé un appartement de type F3 lequel ne peut abriter une famille qui compte sept à dix personnes, des enfants qui se sont mariés et qui ont eu des enfants à leur tour. «Nous avons demandé aux autorités locales de se pencher sérieusement sur le cas de ces quatre familles dont chacune compte dix personnes», soulignent-ils.

Ils s'interrogent également comment une famille qui habitait un F5 et compte des parents avec des enfants mariés soit relogée dans un F3. Face à ces préoccupations, les concernés disent avoir introduit des demandes de recours depuis 2018 au niveau du secteur urbain de Sidi El Bachir et aucune suite n'a été donnée, ce qui n'a fait qu'augmenter leur inquiétude. Nous sommes rendus plusieurs fois au siège de la daïra d'Oran et nous sommes même déplacés au ministère de l'Habitat pour faire part de nos doléances. Ainsi et avec le déplacement, ces derniers jours, de cette commission sur place, les familles espèrent être relogés afin d'éviter le pire car le danger d'un effondrement est omniprésent compte tenu de l'état de cet immeuble, souligne-t-on. Ils indiquent être en possession de documents qui témoignent bien de la vétusté des lieux et du danger qu'ils encourent.

En lançant, hier, un appel pressant au wali d'Oran pour leur venir en aide, les 4 familles non relogées du 44 rue de Tlemcen disent avoir tout entrepris pour améliorer leur cadre de vie mais en vain. Notons que cette bâtisse de deux étages est classée dans la catégorie rouge. Sur les 20 familles qu'elle abritait, 16 ont été relogées et les quatre autres attendent toujours leur logement. Une situation que dénoncent les occupants des lieux qui appréhendent le pire puisque la vétusté des lieux ne fait qu'augmenter le danger. Ils lancent un appel au wali pour se pencher sur leur cas.

TLEMCEM

Entrepreneuriat : comment éviter l'effet de mode ?

Khaled Boumediene

Animant une conférence lors d'une journée d'étude consacrée à «l'entrepreneuriat et sa contribution dans la sécurité alimentaire» à l'école supérieure du management de Tlemcen, Abdelatif Kerzabi a précisé que «l'intervention de l'université dans ce domaine qui ne se faisait pas malheureusement avant aura aujourd'hui beaucoup de répercussions et de biens sur les conditions de réussite de l'entrepreneur et par ricochet sur la croissance économique. L'université ne doit plus se suffire de transmettre des connaissances, mais de faire apprendre aux étudiants comment par un effort personnel, ils peuvent développer leur esprit d'initiative et entrepreneurial. Cela consiste aussi à rendre les jeunes capables de gérer leur intelligence pour qu'ils ne soient pas de simples demandeurs d'emploi mais des créateurs d'emplois et de véritables agents de développement».

Par ailleurs, Abdelatif Kerzabi pense que «les relations sociales sont archaïques dans la société algérienne et il est difficile de définir l'entrepreneur par rapport à ce qui se passe dans ce qui est la modernité et donc, l'innovation, le risque, etc. En Algérie, l'entrepreneur ne peut pas réussir s'il ne fait pas appel à

son réseau social, à savoir, sa famille, ses amis et ses voisins, pour l'aider justement à tisser des relations avec ceux qui détiennent les ressources. Car dans chaque phase, l'entrepreneur cherche de nouvelles ressources afin de concrétiser son projet et le faire évoluer et cela par l'accumulation des nouveaux liens sociaux. Donc, les contacts multiples jouent un grand rôle dans la facilitation des affaires de l'entrepreneur». L'orateur a ajouté que «la problématique de l'entrepreneur en Algérie, c'est comme si c'était une mode, comme ce fut le cas avant pour la restructuration, l'autonomie des entreprises, la petite et moyenne entreprise et à chaque fois qu'on parle de ces concepts, certains se prenaient pour de vrais sauveurs en utilisant la petite et moyenne entreprise et invoquant le transfert technologique. Mais, ces concepts vont justement donner un mauvais coup à la croissance économique. Il faut donc éviter cet effet de mode et de bien réfléchir à ce que c'est l'entrepreneur». Dans ce cadre, M. Kerzabi considère que «le concept de l'entrepreneur est venu parce que le néolibéralisme est arrivé à un stade où il est en crise». «Comment donc sortir de cette crise où le néolibéralisme cherche à interpeller l'entrepreneur comme issue du manque de la

croissance économique dans les pays du Nord. Pourquoi il y a ce manque de croissance économique dans les pays du Nord, parce que tout simplement il y a un ensemble de facteurs et le retour des actionnaires qui a fait que l'ensemble des entreprises se sont délestées d'une grande partie de leur personnel et beaucoup d'entreprises se sont délocalisées et beaucoup d'entreprises ont fermé. Devant cette situation, on ne peut donc que constater l'accroissement important du chômage. Étant donné qu'il n'y a plus d'entreprises, il y a beaucoup de chômage, et n'ayant plus de moyens, l'Etat va faire appel à ce concept d'auto entrepreneuriat. On va demander aux gens qui sont au chômage de se prendre en charge en créant leur propre entreprise», explique le même intervenant.

Cette rencontre à laquelle ont participé de nombreuses universités algériennes et de l'étranger a été organisée, selon, le responsable de la pédagogie, Mohamed Benbouziane, par l'école supérieure du management et ce, en partenariat avec le laboratoire de recherche en management des hommes et des organisations «LARMHO», qui vise des travaux dans le domaine du management, de la GRH, la gouvernance, l'entrepreneuriat, l'audit et la qualité.

CHLEF

Un fusil de chasse saisi, deux arrestations

Abbad Miloud

Des informations sont parvenues à la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'Aïn-Merane dépendant de la sûreté de la wilaya de Chlef, indiquant que deux individus étaient en possession d'un fusil de chasse sans auto-

risation. Les investigations menées par les policiers se sont soldées par l'arrestation de deux suspects.

Les éléments de la police judiciaire ont saisi également le fusil de chasse et des cartouches détenus sans aucune autorisation. Les deux mis en cause ont été présentés devant la justice.

MOSTAGANEM

Un réseau de passeurs démantelé

Les services de police de Mostaganem ont réussi à mettre fin aux agissements d'un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer composé de six individus, a appris l'APS de la Sûreté de wilaya. La même source a indiqué que l'opération, menée par la section de lutte contre le trafic de migrants, est intervenue suite à une plainte déposée par trois personnes se déclarant victimes d'escroquerie de la part de deux suspects, qui leur ont fait croire qu'ils allaient organiser une traversée clandestine par mer et leur ont subtilisé des sommes de 300.000 DA chacun.

Les investigations ont démontré que ces deux intermédiaires activent au sein d'un réseau criminel qui, en août der-

nier, a attiré plusieurs candidats à l'émigration clandestine moyennant des sommes d'argent estimées à 2,7 millions DA et une commission de 50.000 DA pour chaque personne attirée, a ajouté la même source. Les victimes se sont rendu compte par la suite qu'elles avaient été escroquées. La police a arrêté quatre membres de ce réseau criminel. Accusés de trafic de migrants dans le cadre d'une bande criminelle organisée en vue d'obtenir un avantage financier, avec délit d'escroquerie, une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des mis en cause qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem, qui a ordonné de les placer en détention provisoire.

L'alimentation en eau perturbée dans neuf communes

Neuf (9) communes de la wilaya de Mostaganem connaissent depuis vendredi une perturbation dans l'alimentation en eau potable pour cause de travaux de réparation d'une fuite, selon un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux.

Cette perturbation qui touche les

communes de Mostaganem, Bouguirat, Sirat, Mansourah, Mesra, Bled Touahria, Safsaf, Souafia et Aïn Sidi Cherif, est due aux travaux de réparation d'une fuite d'eau entre la station de pompage relevant de la Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (SEOR) et la station de pompage de Kharrouba, a précisé la

même source. Le communiqué a indiqué que les travaux effectués par la Société des eaux et de l'assainissement d'Oran ont été achevés tard dans la nuit de jeudi à vendredi, et l'opération de distribution de l'eau reprendra sa situation normale immédiatement après le remplissage des réservoirs de stockage des eaux.

MASCARA

Profanation de tombes à Tighennif, deux arrestations

Belkecir Mohamed

Les habitants d'un quartier périurbain de Tighennif ont aperçu deux individus enjamber le mur d'un ancien cimetière. La police, avertie, s'est vite rendue sur les lieux à la recherche des suspects qui ont été retrouvés cachés en train d'enlever les pierres

tombales pour enfouir des talismans. Ils ont aussi creusé des trous à l'aide de morceaux de fer à béton pour y mettre d'autres objets. Les policiers ayant compris qu'ils avaient affaire à des charlatans, les mis en cause ont été arrêtés et emmenés au commissariat. Une perquisition a été effectuée dans leur domicile.

Incendie à la cimenterie d'Oggaz

Les sapeurs-pompiers ont réussi à circonscrire un incendie, qui s'est déclaré mercredi dans un four pour l'incinération des médicaments périmés à la cimenterie "Lafarge Algérie" dans la commune d'Oggaz, sans enregistrer de pertes humaines, a-t-on appris dans un communiqué de la direction de wilaya de la protection civile.

Selon le même document dont une copie a été remise à l'APS, les éléments de l'unité secondai-

re de la protection civile de la daïra de Sig sont intervenus aux environs de 15 heures 30 et ont réussi à maîtriser le feu en une heure. Les flammes ont détruit un tapis en caoutchouc, un moteur et une armoire électrique à l'intérieur du four, selon la même source, qui a affirmé qu'aucune perte humaine n'a été enregistrée. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cet incendie.

SAÏDA

200 logements attribués

Les clés de 200 logements promotionnels aidés (LPA) ont été remises jeudi à leurs propriétaires à Saïda, a-t-on appris auprès de la wilaya. L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a supervisé l'opération de remise des clés de ce lot d'habitat situé dans la ville de Saïda dont 110 LPA à haï Es-Salem 2 et 90 autres dans la même cité.

Les travaux de réalisation de ces logements de type F3 et F4 ont

été lancés en 2020 par l'OPGI.

A noter que la Direction du logement a recensé un programme d'habitat totalisant 6.135 logements LPA dont 2.778 réalisés et 2.042 en cours de construction et le restant en voie de lancement.

Pour rappel, la wilaya a enregistré, de 2020 à ce jour, la distribution de 10.000 logements tous programmes confondus et des aides à l'habitat rural et à l'auto-construction.

TINDOUF

Booster les échanges commerciaux dans les régions frontalières

L'intensification des efforts pour la promotion des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays africains est une nécessité, ont souligné, au terme de leurs travaux à Tindouf, les participants au séminaire national sur le thème "Dynamisation des échanges commerciaux avec les pays voisins au travers les postes frontaliers terrestres. Le poste Chahid Mustapha Benboulaïd comme modèle".

Cette rencontre nationale, tenue au siège de l'assemblée populaire de la wilaya, a permis aux participants de mettre en avant l'importance que revêtent les postes frontaliers terrestres dans la promotion des exportations et des échanges commerciaux avec les pays voisins. Les intervenants, universitaires et cadres de différents secteurs, ont, à ce titre, mis l'accent sur la réalisation du poste frontalier algéro-mauritanien Chahid Mustapha Benboulaïd appelé, en tant que pôle d'investissement, à appuyer l'économie nationale et promouvoir les échanges commerciaux avec les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Le représentant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, l'inspecteur Sid Ali Belhamri, a souligné que "la stratégie de l'Etat algérien porte sur l'ouverture des postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, et leur dotation en moyens nécessai-

res pour un véritable envol économique". "L'Algérie est déterminée à dynamiser ses divers passages vitaux lui permettant de développer les échanges commerciaux dans les régions frontalières", a affirmé M. Belhamri, avant de mettre en exergue le rôle important que doit remplir le poste frontalier algéro-mauritanien à la faveur d'une véritable volonté pour le développement de l'économie nationale".

De son côté, l'expert en questions stratégiques et de sécurité, Ahmed Mizab, a affirmé que le séminaire contribue "à mettre les visions en évidence à l'effet de fédérer les efforts pour booster l'essor commercial dans les régions frontalières et atteindre le développement escompté au travers le poste frontalier terrestre de Tindouf et, par ricochet, consolider l'économie nationale et des pays voisins.

Dans son intervention, le wali de Tindouf, Mohamed Mokhbi, a passé en revue une batterie de mesures incitatives de l'investissement et de développement du commerce extérieur qu'offre la wilaya de Tindouf, dont le réseau routier qui sera consolidé, en perspective, par la route reliant les deux postes frontaliers algéro-mauritaniens, la mise en place d'une base logistique à Tindouf susceptible de réunir les conditions de transport, exportation et importation des marchandises notamment.

SÉTIF, KHENCHELA, OULED DJELLAL, MÉDÉA

Des condamnations et des mandats de dépôt pour spéculation

De nouvelles affaires de spéculation illicite ont été traitées au niveau de plusieurs wilayas. Ainsi, le tribunal de Sétif a condamné une personne à sept (7) ans de prison ferme et à une amende de 1 million DA avec confiscation pour "délit de spéculation illicite sur des produits alimentaires", a indiqué jeudi un communiqué du parquet près ce tribunal. Selon le communiqué, l'accusé K. M. a été poursuivi par procédure de comparution immédiate et au terme de son procès il a été condamné pour le crime qui lui était reproché.

Cette opération s'inscrit dans "le cadre de la poursuite de la lutte contre le phénomène de la spéculation illicite sur les produits de base de large consommation en vertu de l'article 11 alinéa 3 du code de procédures pénales", selon le communiqué. A Ouled Djellal, le tribunal a condamné à cinq (5) ans de prison ferme une personne pour "délit de spéculation illicite sur des produits alimentaires de large consommation", a indiqué jeudi un communiqué du procureur de la République près ce tribunal.

Le communiqué a précisé que "l'accusé propriétaire d'un local de pâtisserie dans la commune de Doucen a été poursuivi conformément aux procédures de comparution immédiate et condamné à cinq (5) ans de prison ferme et une amende de 2 millions DA pour délit de spéculation illicite par stockage et dissimulation dans le but de provoquer une pénurie et perturbation de l'approvisionnement (huile de table) avec confiscation des saisies et interdiction d'activités pendant une année". A Khenchela, cinq personnes accusées dans une affaire de spéculation illicite sur les céréales et dérivés ont été écrouées, a indiqué jeudi, dans un communiqué, le procureur de la République près le tribunal de



la même ville. "L'accusé (M.N) a été poursuivi pour le délit de spéculation illicite sur des céréales et dérivés, pratique commerciale frauduleuse, établissements de fausses factures ainsi que défaut de facturation et non déclaration des travailleurs à la sécurité sociale", a précisé la source. Des poursuites ont été également enclenchées à l'encontre des accusés M. C. en fuite, et I. M et D. H, accusés de complicité de spéculation illicite sur les céréales et dérivés, H. A. M, accusé de complicité dans la spéculation illicite sur les céréales et dérivés, pratique commerciale frauduleuse, établissement de factures fictives et défaut de facturation, ainsi que M. I, poursuivi pour spéculation illicite sur les céréales et dérivés et tentative de tromperie du consommateur sur la date de validité du produit.

Cinq accusés ont été présentés devant le tribunal dans le cadre des procédures de comparution immédiate. L'audience a été reportée au 20 mars et l'ensemble des accusés ont

été placés en détention préventive. Enfin, à Médéa, une peine de 7 ans de prison ferme a été prononcée jeudi par le tribunal à l'encontre d'un commerçant pour pratiques spéculatives sur des produits alimentaires de large consommation, a indiqué un communiqué du procureur de la République près la cour de Médéa. "En application des dispositions de l'article 11 du code de procédures pénales et dans le cadre de la lutte contre les pratiques commerciales spéculatives de produits à larges consommations, le procureur de la République près la cour de Médéa informe l'opinion public qu'il a été procédé à l'arrestation du dénommé D.M pour spéculation sur des produits alimentaires de base (huile-semoule et sucre)", est-il précisé. "Après sa présentation en comparution immédiate, le mis en cause a été condamné jeudi 16 mars, à une peine de sept (7) de prison ferme, assortie d'une amende d'un montant de deux millions de dinars et mis en détention immédiate", ajoute le communiqué.

CONSTANTINE

Levée des entraves sur 44 projets d'investissement

Les entraves ont été levées pour relancer 44 projets d'investissement à l'arrêt, dans la wilaya de Constantine, a indiqué jeudi le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda. Le chef de l'exécutif local qui intervenait au cours d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a souligné que, "dans le cadre de l'exé-

cution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, 44 projets à l'arrêt ont été relancés et ont permis de créer 3.300 emplois directs".

Le même responsable a estimé le montant global de ces investissements à 17 milliards DA, contribuant à dynamiser l'économie locale. Ces investissements por-

tent sur les secteurs de l'industrie pharmaceutique, l'industrie alimentaire et l'industrie de transformation. M. Sayouda a indiqué que la wilaya a enregistré, au titre de l'année courante, 95 opérations de développement au profit des 12 communes de la wilaya, ayant mobilisé un montant d'un milliard DA.

SKIKDA

L'extension du nouveau port pétrolier avance

Le taux de réalisation du projet d'extension du nouveau port pétrolier de Skikda, un des projets stratégiques sur lesquels mise Sonatrach pour promouvoir ses exportations en hydrocarbures, a atteint 90%, a indiqué jeudi un communiqué du Groupe.

Accompagné d'une délégation de cadres gestionnaires, le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle de Skikda, où il s'est enquis du fonctionnement des unités de production de la zone industrielle en inspectant l'avancement des travaux du projet d'extension du nouveau port pétrolier, précise le communi-

qué. Selon la même source, M. Hakkar a entamé sa visite en "écoutant un exposé technique au niveau du site du projet d'extension du nouveau port pétrolier dont le taux d'avancement a atteint 90%.

Ce dernier est l'un des projets stratégiques sur lesquels mise la Sonatrach pour augmenter ses exportations en hydrocarbures, est-il souligné. Le Groupe Sonatrach a également mis en avant "les dimensions économiques importantes de ce projet pour l'Algérie, car il permet

d'augmenter les capacités d'exportation et de déchargement des hydrocarbures, outre le renforcement des capacités de commercialisation du gaz naturel liquéfié (GNL) à l'étranger". A ce propos, Sonatrach a indiqué que "le trafic des navires de grande taille destinés à l'exportation connaîtra une grande relance eu égard aux capacités de chargement qu'offrira le nouveau port aux méthaniers, à savoir 220.000 m3 et aux pétroliers, (de 50.000 à 250.000 tonnes)".

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 chaâbane 1444

El Fedjr 05h29	Dohr 12h56	Assar 16h22	Maghreb 19h01	Icha 20h19
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



BLIDA, BOUIRA

Deux personnes meurent fauchées par des trains

Farid H. et APS Une femme est décédée, jeudi, après avoir été percutée par un train à Blida, a appris l'APS auprès des services de la Protection civile de la wilaya. Les unités de la Protection civile sont intervenues à 07h11 du matin, suite au signalement d'une femme percutée par le train de la ligne El Affroun (Blida)-Alger. "La victime a rendu l'âme sur place", selon la même source. L'accident est survenu au passage à niveau de "Ramoul", fermé aux piétons et aux véhicules, à proximité de la gare ferroviaire de la ville, a

indiqué la Protection civile. La dépouille de la victime (61 ans) a été transportée à la morgue du CHU Frantz-Fanon. A Bouira, un train a percuté un citoyen, mercredi en fin de journée. Selon un communiqué de la protection civile de la wilaya de Bouira, les éléments de l'unité de Bechloul sont intervenus à 17h 40, afin d'évacuer le corps sans vie d'un citoyen, qui venait d'être percuté par un train de voyageurs.

Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances du drame.

BOUMERDÈS

Un mort et un blessé dans une collision

Une personne est décédée et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu, jeudi, sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest traversant la commune de Hammadi, a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya. Selon le chargé de communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Bouchachia Hocine, l'accident s'est produit à la mi-journée, sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest traversant le

lieu-dit Lemouaïssia de la commune de Hammadi. Il s'agit d'une collision entre un camion et un véhicule léger, sur le couloir de la route en direction d'Alger, qui a causé la mort, sur place, d'une personne (21 ans), en plus de blessures à une autre (61 ans). Les agents de la protection civile ont transporté le blessé et la dépouille de la victime à l'hôpital de Rouiba, proche du lieu de l'accident, a ajouté la même source.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Renforts annoncés pour la Santé

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a souligné jeudi à Bordj Bou Arreridj que cette wilaya sera bientôt renforcée en encadrement médical et en infrastructures de santé dans l'optique d'améliorer les prestations sanitaires au profit de la population de la région. Lors d'un point de presse qu'il a tenu à l'hôpital des urgences médico-chirurgicales, Ahmed-Benabid à la ville de Bordj Bou Arreridj, le ministre a indiqué que la wilaya de Bordj Bou Arreridj "sera renforcée par l'arrivée prochaine de nouveaux médecins spécialisés, ce qui permettra une meilleure couverture sanitaire de la wilaya".

M. Saihi a, dans ce même contexte, ajouté que l'hôpital 60 lits de la commune de Zemmoura en cours de réalisation "sera inauguré l'été prochain et sera d'un apport certain pour la population de cette région montagneuse", précisant que des instructions fermes ont été données afin que les délais de réalisation du projet soient respectés.

TIZI-OUZOU

Pour une meilleure prise en charge de la santé mentale

Des participants à un congrès national de psychiatrie, organisé jeudi à Tizi-Ouzou, ont plaidé pour "une meilleure prise en charge de la santé mentale" pour faire face aux défis et exigences du contexte social actuel. "Stigmatisée par le passé, la psychanalyse algérienne a réalisé aujourd'hui des avancées notables, mais, nécessite toujours davantage d'efforts et de moyens pour faire face aux exigences du contexte actuel", a souligné le Professeur Madjid Tabti, chef de service pèdo-psychiatrie de l'EHS de Chéraga. Citant les réalisations des 20 dernières années en matière de formation et de réalisation d'infrastructures, le Pr Tabti a appelé à "mettre en place un consensus protocolaire pour une meilleure prise en charge pluridisciplinaire du patient". "La conjoncture actuelle, où

des paramètres exogènes, socioéconomiques, notamment, sont venus se greffer aux pathologies préexistantes, appellent une amélioration de la prise en charge du patient", a-t-il soutenu. Et dans ce sillage, il a fait remarquer que "la promotion de la santé mentale passe par celle de la santé en général, surtout avec l'avènement de différents types d'addictions, devenues saillantes, qui n'épargnent aucune frange, ni catégorie de la société".

Un constat et une recommandation partagée par le Pr Amel Abassi de l'EHS de Oued Amizour (Béjaïa) qui a estimé que "les addictions sont en progression permanente au sein de la société". Une situation, a-t-elle ajouté, "qui exige la formation davantage de psychiatres, pas qu'à la psychiatrie mais aussi au traitement de toutes sortes d'addictions".

EN

Aouar officialise son choix et s'explique

Comme pressenti ces derniers jours, Houssem Aouar a officialisé avant hier son changement de nationalité sportive et sa décision de jouer pour l'Algérie. Promis très jeune à un bel avenir, le milieu de terrain de l'Olympique Lyonnais avait honoré sa première et unique cape en Bleu en octobre 2020 contre l'Ukraine en match amical (7-1). Depuis, le Gone de 24 ans n'est jamais parvenu à atteindre le niveau attendu. Le milieu de terrain lyonnais compte s'intégrer très rapidement dans le groupe des Verts qui est déjà «fort, unis et renferme beaucoup de qualités» et d'essayer de ramener des titres aux Algériens et les rendre fiers. Je sais que certaines personnes diront que c'est un choix par défaut, mais ce

n'est pas le cas parce que j'aurais pu attendre l'âge de 27 ans pour annoncer mon arrivée en équipe nationale. Il y a longtemps que j'avais cela en tête. J'ai confiance en moi malgré le peu de temps de jeu cette saison. Je remercie le sélectionneur national et le président de la FAF pour cette chance qui m'est offerte.», a-t-il souligné. La décision de Houssem Aouar s'ajoute à celle du milieu offensif de Toulouse FC, Farès Chaïbi (20 ans). D'autres joueurs sont annoncés pour renforcer les rangs de la sélection, à l'image du défenseur de Wolverhampton Ryan Ait Nouri et éventuellement l'ailier droit de l'OGC Nice Badreddine Bouanani. Ces nouveaux joueurs ont été appelés dans le cadre du projet de la relance et de rajeunissement, prôné par Belmadi,

après une année 2022 marquée notamment par l'échec de qualification au dernier Mondial 2022 disputé au Qatar. Ainsi donc, Aouar a ensuite répondu aux accusations de ceux qui risquent de le taxer d'opportuniste en revenant sur les circonstances de sa décision. «Pour être honnête, c'est quelque chose qui me trottait dans la tête depuis très longtemps, mais je ne me voyais pas faire la démarche moi-même parce que j'avais peur qu'on me voit comme un opportuniste. Et là, le coach et le président m'ont tendu la main, donc forcément j'y ai vu un signe du destin. J'ai vu que j'avais une deuxième chance et j'ai sauté dessus, parce que c'est quelque chose qu'il ne faut pas rater je pense», a conclu Aouar qui devrait patienter avant de fêter sa première convocation.

Equipe nationale

Belmadi animera une conférence de presse demain

Dans le cadre de la prochaine date FIFA, du 20 au 28 mars 2023, et du stage de l'équipe nationale, en prévision des deux matchs contre le Niger (le 23/03) à Alger et à Tunis (le 27/03) comptant pour les 3^{ème} et 4^{ème} journées des éliminatoires de la CAN-Côte d'Ivoire 2023, le sélectionneur national Djamel Belmadi animera une conférence de presse demain (11h00) à l'audito-

rium Omar Kezzal du Centre technique national (CTN) de Sidi Mousa. Le public algérien attend avec impatience et curiosité la sortie du sélectionneur national après une longue absence. Djamel Belmadi va certainement évoquer la préparation de la double confrontation contre le Niger, la situation des binationaux et débattrà avec les journalistes surtout la liste des joueurs con-

voqués pour mettre fin à toutes les spéculations et autres rumeurs. Lors de cette rencontre avec la presse, le sélectionneur tentera de défendre ses choix mais ce sera également l'occasion d'évoquer le rajeunissement de l'équipe nationale et la révolution promise au sein du groupe pour les futures échéances à court et moyen termes.

M. Z.

Confrontation contre le Niger

Belmadi dévoile la liste des joueurs retenus

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, M. Djamel Belmadi, a retenu 25 joueurs pour la double confrontation des Verts contre le Niger, le jeudi 23 mars et le lundi 27 du même mois dans le cadre des 3^{ème} et 4^{ème} journées du groupe F des éliminatoires de la CAN TotalEnergies – Côte d'Ivoire 2023. **Gardiens de but :** A. Mandrea (SM Caen), A. Oukidja

(FC Metz), M. Zeghiba (Damac FC)

Défenseurs : K. Guitoun (SC Bastia), M. Lérès (Sampdoria), A. Mandi (Villarreal), M. Tougaï (ES Tunis), A. Touba (Istanbul BB), Z. Belaïd (USM Alger), R. Bensebaïni (B. M'Gladbach), R. Ait-Nouri (Wolverhampton), J. Hadjam (FC Nantes)

Milieus de terrain : H. Boudaoui

(OGC Nice), A. Zorgane (Charleroi SC), N. Bentaleb (Angers SCO), R. Zerouki (FC Twente), I. Bennacer (AC Milan), A. Kadri (KV Courtrai)

Attaquants : R. Mahrez (Manchester City), B. Bouanani (OGC Nice), Y. Belaili (AC Ajaccio), F. Chaïbi (Toulouse FC), A. Delort (FC Nantes), I. Slimani (RSC Anderlecht), M. Amoura (FC Lugano).

Ligue des champions d'Afrique: Aujourd'hui à 20h00 JSK-Petro Atlético

Les Canaris à trois points des quarts de finale

Le stade du 5 Juillet renouera ce soir avec les années de gloire de la JS Kabylie qui accueillera les Angolais de Petro Atlético dans le cadre de la cinquième et avant-dernière journée de la phase de poules (Groupe A). Un succès ouvrira grandement les portes des quarts de finale de la Ligue des champions. Les Canaris, deuxièmes de leur groupe, se sont parfaitement relancés dans la course à la qualification grâce à leur victoire lors de la précédente journée à domicile face aux Congolais de l'AS Vita Club. Ce soir, les Algériens n'ont aucune alternative que de s'imposer pour composer leur billet pour le prochain tour avant leur déplacement au Maroc pour

défier le Wydad de Casablanca.

Pour cette empoignade, les "Jaune et Vert" enregistreront le retour de Boukhanouchouche, remis d'une blessure, ce qui pourrait donner plus d'assise au milieu de terrain. Côté absence, la JSK devra encore une fois se passer des services du défenseur et capitaine Souyad et du latéral gauche Cheraitia, blessés. Lors du dernier match, les nôtres ont prouvé que l'on peut compter sur eux après avoir réussi à renverser une situation qui semblait compliquée. En tout cas, les joueurs de la JSK ne doivent pas rater cette occasion. Mais attention au sursaut d'orgueil des Angolais de Petro Atlético qui joueront là leur dernière carte, une deuxième défaite consé-

cutive étant synonyme d'élimination. Les Canaris qui seront soutenus par un nombreux public, sont appelés à sortir le grand jeu pour passer l'écueil angolais.

Compte tenu de l'importance de l'enjeu, l'entraîneur des Canaris, Miloud Hamdi, a certainement pris ses précautions pour éviter toute mauvaise surprise surtout que les nouveaux joueurs, recrutés durant le mercato hivernal, ont été qualifiés mais leur participation reste tributaire de leur forme physique étant donné qu'ils manquent de compétition. L'avantage de nos représentants est qu'ils ont leur destin entre les mains avec en plus l'avantage du terrain et de l'apport du public.

M.Z.

Transfert

Bounacer (USM Alger) bientôt à l'essai au FC Sochaux

La direction de l'USM Alger a annoncé que son jeune défenseur Abdessamed Bounacer (18 ans) effectuera bientôt des essais au FC Sochaux-Montbéliard, sociétaire de la Ligue 2 française. Né le 11 décembre 2004, ce défenseur au physique relativement imposant a commencé à être sélectionné en équipe nationale dès son plus jeune âge. Il a été entre autres

international U18 sous la direction de Mourad Slatni, puis international U20 avec le coach Mohamed Lacette, et il est actuellement international U23 avec Noureddine Ould Ali. Avec ses coéquipiers à l'USM Alger, il a fait partie de la sélection algérienne ayant disputé les derniers Jeux méditerranéens, organisés du 25 juin au 6 juillet 2022 à Oran. A

l'instar de l'Olympique de Marseille, le Stade de Reims et l'AS Saint-Etienne, le FC Sochaux-Montbéliard fait partie des prestigieux clubs de France. De nos jours, le FC Sochaux évolue en Ligue 2, où il occupe actuellement la troisième place au classement général avec 46 points, derrière les Girondins de Bordeaux (2es/47 pts) et Le Havre (1er/55 pts).

Ligue 1

Les dates des matchs retards arrêtées

Dans un récent communiqué, la Ligue de football professionnel (LFP) a annoncé les dates des deux prochaines journées du championnat national et arrêté les dates des matchs retards. La LFP a arrêté les dates des quatre matchs retards ainsi que la 21e et la 22e journée du championnat professionnel de Ligue 1 comme suit:

USM Alger-USM Khenchela: 24 Mars 2023 (match retard de la 17^{ème} journée)

USM Alger-MC Oran: 28 Mars 2023 (match avancé de la 21^{ème} journée)

NC Magra-MC Alger: 11 Avril 2023 (match retard de la 19^{ème} journée)

CR Belouizdad-Paradou AC: 12 Avril 2023 (match retard de la 17^{ème} journée)

JS Kabylie-USM Alger: 12 Avril 2023 (match retard de la 18^{ème} journée)

Ligue 2: Centre-Ouest La JSM Tiaret à Alger pour la confirmation

Plusieurs affiches sont au menu de cette 22^e journée et qui pourraient donner lieu à quelques changements au classement général. Le leader, la JSMT, effectuera un périlleux déplacement à Alger pour croiser le fer avec le NAHD. Compte tenu des forces en présence et la forme affichée par les Tiaris, c'est jouable pour les gars du Sersou qui sont condamnés à l'emporter s'ils veulent réellement préserver leur première place. Les trois points sont inélectables pour les "Bleu et Blanc" de la JSMT d'autant plus que ces poursuivants immédiats, l'ESBA et le SCM, évolueront à domicile et même l'ESM qui ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour engranger les trois points face à la lanterne rouge, le RCR, condamnée depuis belle lurette. A Mécheria, c'est l'indécision qui plane entre deux formations, le SCM

21^e journée : 31 Mars, 01 et 04 Avril 2023 (pour les clubs engagés dans les compétitions interclubs de la CAF)

22^e journée: 07 et 08 Avril 2023.

À noter que ce programme a été établi en tenant compte des dates des rencontres de nos représentants algériens engagés dans les compétitions interclubs de la CAF (Ligue des Champions et Coupe de la Confédération) et également les deux matchs de l'équipe nationale U23 comptant pour le dernier tour des éliminatoires de la CAN 2023.

Pour conclure, la LFP tient à préciser que la suite du programme du championnat professionnel sera communiquée après la dernière journée de la phase de poules des compétitions africaines.

et le RCK, aux ambitions diamétralement opposées. Pour sa part, l'ESBA, même en l'absence de son public, semble idéalement placée pour atteindre son objectif du jour devant son hôte, le WAB. Un troisième match se déroulera à huis clos. C'est celui qui mettra aux prises le SKAF au GCM dans un match ouvert à tous les pronostics. Le team de Khemis Miliana qui a l'intention de poursuivre son ascension et le Ghali, en quête de points pour se dégager des eaux troubles. A Tlemcen, le duel WAT-OM s'annonce explosif entre deux équipes réellement menacées plus que jamais par la relégation. C'est le cas également du MCS qui devra coûte que coûte éviter la défaite à Témouchent. Enfin, le MCBOS part avec les faveurs du pronostic face à l'AS-MO, mais sait-on jamais ?

M.Z.

Aujourd'hui à 14h00

Témouchent:	CRT	-	MCS
Chlef:	MCBOS	-	ASMO
Alger:	NAHD	-	JSMT
Khemis Meliana:	SKAF	-	GCM
Mecheria:	SCM	-	RCK
Mostaganem:	ESM	-	RCR
Tlemcen:	WAT	-	OM
Ben Aknoun:	ESBA	-	WAB

WA Tlemcen

Réserves du Wided rejetées contre le WA Boufarik

La Ligue nationale du football amateur, via sa commission de discipline, a rejeté les réserves du WA Tlemcen contre un joueur du WA Boufarik, en marge du match des deux équipes, dans le cadre de la 21e journée du championnat de Ligue deux "Centre-Ouest". La commission de discipline de la LNFA a rejeté, «dans la forme et dans le fond», les réserves introduites contre le joueur Mouad Redjem, qui a participé au match en question, d'une

«manière régulière», a-t-on précisé de même source. Du coup, le résultat de cette rencontre a été homologué, valant au WAT de rester à la 15e et avant-dernière place (deuxième potentiel relégable) au classement de son groupe avec 17 points. Par ailleurs, les préparatifs du WAT pour la réception de l'O Médéa ont été marqués par l'absence de plusieurs joueurs réclamant la régularisation de leur situation financière, a-t-on appris de la direction du club.

Pour Haïtiens, Vénézuéliens, Colombiens Le Canada attire de plus en plus au bout de l'exil

C'est un petit bout de route enneigée mais pour eux le dernier pas d'un long trajet d'exil. Certains traînent de lourdes valises, d'autres n'ont à la main qu'un petit sac plastique, vestiges de leur vie passée.

Pressés d'en finir, Haïtiens, Vénézuéliens, Colombiens, Turcs hâtent le pas en descendant de la voiture, têtes baissées, pour enfin franchir la dernière frontière de leur périple: celle qui sépare le Canada des Etats-Unis sur la route entre New York et Montréal.

«Stop, passer ici est illégal, si vous le faites, vous serez en état d'arrestation», répètent les policiers québécois aux migrants qui débarquent par grappe de jour comme de nuit.

Ces derniers, arrivés sans manteau ou avec de simples baskets aux pieds, patientent malgré la neige qui tombe en ce mois de mars. Les mères portent les plus jeunes, des peluches dépassent des sacs, les poussettes roulent difficilement sur la neige. Seuls les enfants sourient, fascinés par les flocons qu'ils voient souvent pour la première fois. Léger sac à dos sur l'épaule, Makenzy Dorgeville qui a fui la violence des rues d'Haïti se dit «très heureux» d'arriver au Canada après des années sur la route, un parcours du combattant qu'il résume en égrenant la dizaine de pays qu'il a traversés depuis le Brésil.

Comme de nombreux migrants, l'homme de 40 ans aux frêles épaules a emprunté la route la plus classique et donc remonté toute l'Amérique centrale puis le Mexique pour arriver aux Etats-Unis. Il sait que même si sa demande d'asile n'est pas acceptée, le Canada n'expulse pas les Haï-

tiens. Marcelo, lui aussi Haïtien, au visage bûché, dit «avoir beaucoup souffert dans son pays» en raison de la violence des gangs, alors le Canada représente l'espoir d'une nouvelle vie.

Avant qu'ils passent la frontière, des ONG leur distribuent manteaux, bonnets et un petit mot d'encouragement. «Nous voulons que les gens sachent qu'il y a des personnes qui les soutiennent dans leur quête d'un endroit où vivre en sécurité», explique Frances Ravensbergen, bénévole pour «Créons des ponts» (Bridges Not Borders). Concrètement, après avoir été contrôlés et enregistrés par les policiers, les migrants sont ensuite emmenés au poste-frontière officiel le plus proche pour y déposer leur demande d'asile - entre 50 et 60% des demandes sont acceptées.

INSÉCURITÉ CROISSANTE

Après quelques mois, ils obtiennent un permis de travail, les enfants vont à l'école. Ils bénéficient de soins de santé, sont hébergés dans des centres ou des hôtels pendant le traitement de leur demande.

Depuis la réouverture des frontières post-pandémie, les flux migratoires s'intensifient dans le monde, alimentés par la misère économique et l'insécurité croissante dans de nombreux pays.

Le chemin Roxham est désormais un point de passage connu et les réseaux sociaux regorgent de vidéos pour expliquer comment y arriver, combien coûte le passage entre Plattsburgh, dernière gare routière, et la frontière...

En 2022, près de 40.000 personnes sont arri-

vées illégalement par ce chemin, soit deux fois plus qu'en 2017, précédent record, selon l'immigration canadienne. Et l'hiver n'arrête pas les passages, ils étaient plus de 5.000 uniquement en janvier. Cette immigration irrégulière est une nouveauté pour le Canada, difficilement accessible en raison de sa situation géographique et qui a une politique stricte en matière de visas.

«C'est entre autres la rapidité du système qui pousse les gens à venir. Du côté américain, cela peut prendre cinq-six ans voire plus contre environ deux ans au Canada», explique Stéphanie Valois, présidente de l'Association québécoise des avocats en droit de l'immigration.

Face aux récents appels à fermer le chemin Roxham, cette dernière rappelle que pour «être en sécurité les gens sont prêts à tout» et que le Canada, grand pays riche, a une responsabilité. «Les demandeurs d'asile traversent le Darien ce n'est pas la frontière qui va les arrêter», glisse-t-elle. Cette jungle entre la Colombie et le Panama «est un passage très difficile physiquement avec des montagnes, beaucoup de boue...» «Les gens qui y sont passés sont très marqués. Mes clients me racontent des histoires d'honneur, les femmes ont été violées, les hommes battus et beaucoup meurent sur cette route», relate l'avocate, lunettes rondes et longs cheveux gris, qui a consacré sa vie à défendre des demandeurs d'asile.

«SI TU TOMBES, TU MEURS»

Cette partie du voyage reste un traumatisme pour l'Haïtienne Eli (prénom modifié), arrivée il y a peu et que l'AFP a rencontré à Montréal.

«La jungle c'est le pire», confie la jeune femme, longues tresses et grandes boucles créoles aux oreilles, qui ne perd que rarement son sourire. «J'ai vu beaucoup de gens morts sur la route. Une nuit, on a dû dormir à côté de cadavres», poursuit la femme de 29 ans qui a traversé avec sa fille de deux ans à l'époque.

La route étroite, les falaises, les animaux sauvages... «Tu sais que si tu tombes, tu vas mourir», ajoute-t-elle avec émotion.

Et l'autre partie qui donne encore des cauchemars à Eli, c'est le passage aux Etats-Unis et notamment dans les centres de détention.

«C'est une telle humiliation! Ils nous interdisent même de nous laver, de nous brosser les dents», explique-t-elle, parlant de «traitements inhumains».

Cet afflux de demandeurs d'asile, notamment via le chemin Roxham devrait être au menu des discussions entre Joe Biden et le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, lors de la visite à Ottawa du président américain, les 23 et 24 mars.

Au Canada, peu habitué à ce type de discours, la rhétorique anti-migrants se développe. Et de plus en plus de voix demandent la renégociation du traité qui stipule, comme l'accord de Dublin en Europe, que les migrants doivent déposer leur demande d'asile dans le premier pays où ils arrivent. Malgré tout, la situation reste bien différente de celle aux Etats-Unis estime Carolina, qui a fui récemment avec sa fille et évoque le racisme américain. Cette jeune mère colombienne est heureuse de «pouvoir aujourd'hui simplement sortir dans la rue sans avoir peur».

Annonces Classées

APARTEMENTS

■Loue appart F4, 1^{er} étage côté CHUO /Oran Plateau convient profession Libérale. Tél: 0798.81.84.09

■Vends F3 au RDC élevé, refait à neuf, avec petite terrasse bien ensoleillée, 2 façades pas loin de clinique Nekkache USTO/Oran – Tél : 0799.40.85.78 WhatsApp : 0033.627.10.55.87

VILLAS

■A louer belle villa avec piscine, grand confort avec toutes les commodités sécurité, internet, télévision... pour le mois de ramadhan pour famille honorable située sur corniche oranaise – Tél : 0542.58.37.52 – 0797.61.34.30

■Vends maison en construction 250 m² R+1, composée de 2 apparts 140 m² chacun, jardin, garage 2v, béton fini 100%, RDC fini 90%, route goudronnée, à Fleurus lots 510 à 17km d'Oran, eau, gaz, électricité, acte, LF, PC – Tél : 0552.39.06.70 – 0771.83.32.35

LOCAUX

■Vente hôtel vue sur mer situé à Corales Plage – Oran – Nous contacter : 0560.08.64.95

EMPLOIS

■Clinique cherche femme de ménage et agent niveau 3 AS - Tél : 0782.63.37.72

TERRAINS

■Vente d'un terrain de 2.000 m², bien situé à la zone des sièges USTO-Oran, avec 3 façades. Nous contacter : 0560.08.64.95

PENSÉE

Voilà 3 ans que tu nous as quittés cher papa

MESLY Ahmed

en laissant un grand vide que nul ne peut combler. Toute la

famille MESLY et HAFFAF ont

une pieuse pensée à sa

mémoire et prient le Tout-

Puissant de l'accueillir en Son

Vaste Paradis.

Abdelghalib

qui t'aimait beaucoup

PENSÉE

MERZOUGUI

Lahcene

18.03.2018 –

18.03.2023

Cela fait déjà

5 années que tu

nous as quittés laissant un vide

immense que nul ne pourra jamais

combler.

En ce douloureux souvenir, son

épouse, son fils, ses filles, ses

gendres et ses petits-enfants

demandent à tous ceux qui l'ont

connu d'avoir une pieuse pensée

à sa mémoire.

A dieu nous appartenons

et à Lui nous retournons.

Ta fille Khadoudja

qui ne t'oubliera jamais



AVIS DE DÉCÈS

Les familles

BRAHIM TAZI,

BENARBIA

GUELLATI,

KHIAT et

BOUALLA ont

l'immense

douleur de vous annoncer le décès

de leur mère, tante, grand-mère

Mme BENARBIA Saleha

survenu le 14/03/2023.

L'enterrement a eu lieu le 15/03/

2023 au cimetière de Aïn Beïda.

Domicile mortuaire : Rue Point

du Jour côté nouvelle mosquée.

إنا لله وإنا إليه راجعون



CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur Général, les membres du conseil d'administration

et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE « Le Quotidien d'Oran »

présentent leurs sincères condoléances à leur collègue

CHAREUF AFGHOUL Lakhdar à la suite du décès de sa mère

et l'assurent de leur profonde compassion.

Maître HELLLOU ABDELHAZIZ Commissaire-Priseur
BT *A2* derrière la Caisse nationale des retraités – Imama - Tlemcen
Tél / Fax : 043.21.55.26 / 0554.31.37.20

إعلان بالبيع بالمزاد العلني بالآظرفة المختومة فقط
وفي حالة عدم بلوغ السعر الأساسي تجرى مزايدات شقوية

Le Mardi 21 Mars 2023

A 09h:30 mn au profit de la Commune de Béni Ouarsous - Tlemcen

Lot N°	Désignation	Matricule
01	Auto Sonacome 49V8	5154-485-13
02	Minibus Sonacome 25L4	139-400-13
03	Rétrochargeur 4120	041-01352-13
04	Autocar CHUNZHOU	00110-410-13
05	Camion Sonacome K66	1009-292-13
06	02 Remorques agricoles – 02 Bennes tasseuses	Usagé
07	Dumper ENMTP G400 – Epandeur de goudron	Usagé
08	Lot de Pneus et 54 Batteries usagé – Pièces de rechange usagé - Moteur 02 cylindres	Usagé
09	Chaudière à gasoil (marque Oertli) avec brûleur et tuyauterie – Poste à soudure – Compresseur (system block) – Chaudière à gasoil (marque Baltur)	Usagé
10	Lot de Ferraille tout venant (Carcasses de tables et chaises scolaires – Lampadaires – Radiateurs-Boiserie – Poêles à mazout – Pompes immergées – Nacelle manuelle - Roues de poubelle en plastique - Matériel informatique écrans - Téléviseurs) usagé – Citerne à eau 3000 L	Registre de commerce pour récupération

A 10h:00 mn au profit de la Commune d'Ain Fettah - Tlemcen

Lot N°	Désignation	Matricule
01	Karsan Peugeot J9 19 places	6-405-13
02	Minibus CHUNZHOU	00090-410-13
03	Tracteur agricole Cirta C6006	276-694-13
04	Remorque agricole	Usagé
05	Lot divers de (Poteaux électriques P.M – 02 Portails – Parapineuse – Boiserie – 02 Bétonnières ENMTP G400 – Extincteurs – Projecteurs G.M et P.M – Tuiles – 10 Fûts (200L) – Matériel Informatique	Usagé

Conditions de vente : - Vente sans garantie. Les conditions de ventes habituelles selon le cahier des charges à l'égard de tous les adjudicataires. - Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs du cahier des charges délivré par le commissaire-priseur contre paiement de 1.000.00 DA. - Un cautionnement pour chaque lot selon le cahier des charges et doit être déposé au bureau du commissaire-priseur au plus tard la veille de la vente avant 16h.

Le Commissaire-Priseur

Mexique: deux adolescents accusés d'avoir tué huit personnes

Deux adolescents de 14 ans, accusés d'avoir tué par balles huit personnes et blessé sept autres lors d'une fête dans la grande banlieue de Mexico, ont été arrêtés, ont annoncé jeudi les autorités.



Les deux adolescents ainsi que sept autres suspects dans cette affaire ont été arrêtés lors d'une opération réalisée entre vendredi et samedi dernier à Chimalhuacán et Nezahualcóyotl, selon un communiqué du gouvernement fédéral.

«Les premiers éléments de l'enquête ont montré que le 22 janvier dernier, une famille célébrait un anniversaire dans le quartier Fundidores à Chimalhuacán lorsque un groupe d'hommes armés est arrivé à moto», selon le communiqué. Parmi eux figuraient les deux mineurs qui «ont tiré contre les participants et se sont enfuis».

Trois adultes ont été tués sur place et cinq autres sont morts alors qu'ils recevaient des soins dans des hôpitaux où ils avaient été transportés. Sept autres personnes ont été blessées dont des mineurs âgés de 3 et de 14 ans.

Les homicides volontaires au Mexique ont reculé de 7,1% en 2022 comparé à 2021, à 30.968 cas, avait indiqué en janvier le gouvernement.

Des milliers de personnes ont disparu et quelque 350.000 homicides ont eu lieu au Mexique depuis le déploiement en 2006 d'une vaste offensive antidrogue soutenue par les Etats-Unis.

2

21.10 Les Grosses Têtes



Présenté par Laurent Ruquier
Pour fêter l'arrivée du printemps, Laurent Ruquier convie ses invités à une soirée colorée et festive autour de questions de culture générale. Caroline Diamant, Darie Boutboul, Michèle Bernier, Melha Bedia, Jérémy Ferrari, Yoann Riou, Paul El Kharrat et Jeanfi Janssens s'affronteront, menés par les chefs d'équipe Rachel Khan et Franck Ferrand.

11.50 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.20 Rugby : Tournoi des Six Nations
15.20 XV/15
15.35 Rugby : Tournoi des Six Nations
17.50 Rugby : Tournoi des Six Nations
19.55 Météo 2
20.00 Journal 20h00
20.30 20h30, le samedi
20.55 Journal Météo Climat

3

21.10 Meurtres à...



Série policière - France - Belgique - 2022
Saison 9 - Episode 14/14
- Meurtres à Pont-Aven
Avec Alexandre Brasseur, Astrid Roos, Stéphane Freiss, Michel Voïta
20 ans après que l'artiste peintre Suzanne Saroc ait été brûlée vive dans son atelier, le drame resurgit : dans la même ville, deux galeristes sont tués. Marion, la fille de l'artiste, enfant lors du meurtre de sa mère, et Antoine Le Mezec, à la tête des investigations à l'époque, mènent l'enquête.

09.30 Tournoi 2023
12.25 12/13 : Journal national
12.55 Les nouveaux nomades
13.35 Samedi d'en rire
15.15 Les carnets de Julie
17.10 Des chiffres et des lettres
17.55 Questions pour un super champion
19.30 19/20 : Journal national
20.15 Tout le sport
21.05 Météo

4

20.25 Culturebox l'émission



L'émission dédiée à la culture, au spectacle vivant et aux artistes, présentée par Daphné Bürki et Raphaël Yem.
21.10 Noire
22.10 Tropique de la violence
23.35 Pierre et Marthe Bonnard, la couleur du mystère

11.30 Les extras curieux
11.50 Petz Club
12.45 Les Pyjamasques
13.30 Team Dronix
14.40 Craig de la crique
15.20 Teen Titans Go !
16.00 Ninjago
16.55 Foot 2 rue
17.45 Organisation Super Insolite
18.55 Theodosia
19.45 Okoo-koo
19.55 Léna, rêve d'étoile
20.24 En sortant de l'école

5

arte

C8

10.15 La vie secrète du zoo
10.45 Silence, ça pousse !
12.40 Rillettes, du lard ou du poulet ?
13.40 Vivre loin du monde
14.35 Le Yukon, fleuve glacé d'Amérique
15.35 Machu Picchu, le secret des Incas
16.35 Normandie : terre d'abondance
17.40 C dans l'air
18.55 C l'hebdo
20.00 C l'hebdo la suite
20.55 Ma maison de A à Z
21.00 Echappées belles

10.25 Cuisines des terroirs
10.55 Australie : Instincts de survie
16.35 Invitation au voyage
17.15 Thaïlande, toutes sur le ring !
18.00 GEO Reportage
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
20.50 L'Afrique vue du ciel
22.25 Les grands singes : ces primates si proches de l'homme

09.20 Direct Auto Express
11.20 Direct Auto
12.18 Direct Auto Express
12.49 M comme Maison
13.35 Commissaire Magellan
15.25 Mongeville
19.10 TPMP people
21.19 Les années Sébastien



23.04 Enquête sous haute tension



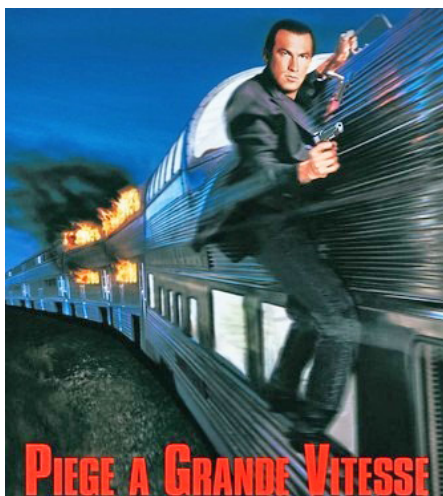
CANAL+ CINEMA 20.58

TOP GUN : MAVERICK

Film d'action - Etats-Unis - 2022
Avec Tom Cruise, Miles Teller, Jennifer Connelly, Jon Hamm
La cinquantaine, Pete Mitchell, surnommé «Maverick», n'a jamais dépassé le stade de commandant. Irréductible rebelle à toute forme d'autorité, le brillant pilote préfère bricoler de vieux modèles d'avions et battre des records de vitesse avec les derniers engins en date. Mais sa position, jugée totalement obsolète par l'armée, pourrait lui valoir une retraite anticipée. Seulement, une nation étrangère se livre à des expériences d'enrichissement d'uranium dans une base inaccessible, que l'armée américaine voudrait bien voir disparaître.

RTL9 20.55

PIÈGE À GRANDE VITESSE



Film d'action - Etats-Unis - 1995
Avec Steven Seagal, Eric Bogosian, Everett McGill, Katherine Heigl
Casey Ryback, un ancien marine, accompagne sa jeune nièce orpheline Sarah en Californie. A mi-parcours, leur train est stoppé par des mercenaires à la solde de Travis Dane. Cet ingénieur surdoué, qui a mis au point un satellite capable de provoquer des tremblements de terre à distance, menace de faire sauter le Pentagone à Washington si le gouvernement ne lui verse pas un million de dollars.

CINE + FRISSE 20.50

BASIC INSTINCT

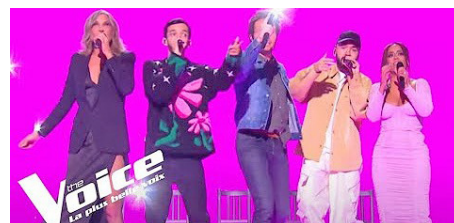


Thriller - Etats-Unis - France - 1992
Avec Michael Douglas, Sharon Stone, George Dzundza, Jeanne Tripplehorn
A San Francisco, l'inspecteur Nick Curran enquête sur le meurtre du chanteur Johnny Boz, tué à coups de pic à glace après de torrides ébats. Or, la dernière femme vue en sa compagnie est la sulfureuse et aguicheuse écrivaine Catherine Tramell. Fait étrange, le dernier roman de Catherine comporte des séquences qui rappellent des crimes récemment commis. Aux yeux de Nick, elle devient dès lors la principale suspecte.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 The Voice, la plus belle voix



Saison 12

Présenté par Nikos Aliagas
La 12e saison du célèbre télé-crochet accueille dans les fauteuils rouges des artistes de la scène française qui comptent : Amel Bent, Vianney, Zazie et pour la première fois dans l'histoire de l'émission un duo, Biflo & Oli. Les rappeurs toulousains auront un buzzer commun pour attirer des candidats dans leur équipe. Une centaine de talents - de 16 à 78 ans - ont été sélectionnés parmi un casting de 50 000 voix, un record, pour participer aux auditions à l'aveugle.

6

21.10 NCIS : Hawaï



Série d'action - Etats-Unis - 2021
Saison 1 - Episode 11/22

- Coup de poker
Avec Vanessa Lachey, Alex Tarrant, Noah Mills, Jason Antoon
Le lieutenant Dalia Reed demande l'aide du NCIS car les preuves accablant Trey Santos, un baron de la drogue ont été volées par un membre de la brigade des stupéfiants. En suivant le policier corrompu dans une boutique de produits chinois, Kai et Jessie découvrent une salle de casino illégale.

10.15 66 minutes : grand format
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.30 Scènes de ménages
14.30 Chasseurs d'appart'



19.45 Le 19.45
20.10 Météo
20.25 Scènes de ménages

CANAL+

21.04 Rogue Agent



Thriller - Grande-Bretagne - Allemagne - Etats-Unis - 2022
Avec James Norton, Gemma Arterton, Marisa Abela, Sarah Goldberg
Durant les années 1990, l'IRA lance une campagne de bombardements en Grande Bretagne. En réponse, le MI5 a recruté des agents en freelance, pour rester informés d'agissements d'éventuels terroristes. Durant cette période, Robert Freegard, un barman, parvient à se faire passer pour l'un d'entre eux, manipulant à sa guise d'innocentes personnes.

09.41 Les animaux fantastiques : Les secrets de Dumbledore
12.00 Gradins
12.07 L'hebd'Hollywood
12.25 Le cercle
13.17 En aparté
14.03 Sniper Redemption
15.46 Uncharted
17.40 Formule 1 . Grand Prix d'Arabie Saoudite
19.18 Canal Sports Club
20.29 Grand Prix
21.03 Plateaux Canal+ premières

PLANETE +

TFX

W9

09.32 Révoltes barbares
10.36 Tchernobyl, les dossiers secrets
12.22 La véritable identité de la Joconde
14.01 Les Présidents et l'humour
15.21 Mystères d'épaves
19.13 American Pickers, la brocante made in U.S.A.



10.50 Familles nombreuses : la vie en XXL
21.05 Chroniques criminelles



09.30 Einstein : équations criminelles
12.25 C'Cauet Le meilleur
13.55 The Big Bang Theory

10.35 Le hit W9
12.45 Météo
12.50 Scorpion
Saison 1 - Episode 20 / 22 : - Protection rapprochée



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Eddie Kaye Thomas
17.00 La petite histoire de France

FLÉCHÉS N° 8613

				↕				
				RONGEUR				
				BETES	→			
			←	CHANSON				
				A LA MODE				
		↑						
		SIFFLÉ DE						
		TRAVERS						
		NOTE	←					
		CAISSE	→					
					↑			
					AFFRICAIN			
					DU FOOT			
				←	CLOWN			
				↑	MINE	→		
							↑	
		←	ARTICLE		POINTS			EMPLOYER
			RETOURNE	↕	OPPOSES			MANCHETTE
			GRECQUE		EMBAUCHE		←	TRAMEES
					CRACK			
		↑			↓			↓
		INSTRUMENT	↕		EXPLOSIF	→		
↕		SURPRISE			ACCOUCHER	↕		
		REGLE			POSSESSIF			
		↓			↓			
							↑	
							VOLANT	
						←	CERTIFIE	
							RELEVE	
							↓	
		↑						
		MAIS			COLERES	→		
		ENCORE			RADIUM			
		←	DEMONS-					
		TRATIF						
				↓				

FLECHES N°8612

P	E	R	I	L	L	E	U	X
O	S	A		A	I	G	R	E
L		T	A	R	T	A	N	
I	D	E		G	S		E	P
C	O		R	E		P		A
H		C	A	S	S	E	E	S
I	R	I	S		O	U	R	S
N	O	T	E	N	T		S	E
E	T	R	E		T	A		U
L		O		T	I	R	E	R
L	A	N	G	E	S		U	S
E		S	A	L	E	E	S	

CROISÉS N°8612

G	O	U	E	N	A	R	D	S
L	E	U	C	I	C	E	R	O
A	G	I	C	O	U	A	C	
P	L	A	P	O	N	I		
I	M	I	T	A	T	I	O	N
S	A	G	A	C	I	T	E	T
S	U	K	N	U	S	E		
A	M	I	E	N	V	E	R	
N	U	L	E	O	R	I	N	
T	R	I	C	A	M	E	N	E

FOUILLIS N° 8612:
COURTOIS (Court - Toi

SUDOKU N°1612

7	5	9	1	8	3	6	2	4
1	6	8	2	5	4	9	7	3
4	3	2	9	6	7	5	8	1
9	4	1	5	3	2	8	6	7
8	2	3	7	1	6	4	5	9
5	7	6	8	4	9	1	3	2
6	1	7	3	9	5	2	4	8
2	8	5	4	7	1	3	9	6
3	9	4	6	2	8	7	1	5

CODÉS N° 8612

1	A	2	L	3	N	4	E	5	S	6	T
7	I	8	R	9	O	10	U	11	C	12	G
13	M	14	F	15	H	16	P	17	B	18	D
19		20		21		22		23		24	

SUDOKU N° 1613

	5		2					6
		2	1		5			
				4				3
				1	7			8
			3					
7	4		9		2	6	1	5
			8	3	1		4	
		1	4			7		
4			5					

CODÉS N° 8613

1	T	2	C	3	O	4		5		6		7		8		9		10		11		12		13	
14		15		16		17		18		19		20		21		22		23		24		25		26	

2		15		6		7		10		7		11		6		9		5							
3		6		8		9		12		9		10		7		8									
16		9		12		4				14		9				1		2							
16				4		12				7				4				7							
9		7		16		6		1		9				7		10		9							
5		6				8		3		5		11		9				4							
1		9		1		4		7		13				5		9		1							
9		5				1		1				14		9		4		10							
7		8				6		10				7						7							
				2		3		7		8		4		6		7		9							
2		9		7		5		9				6		7		9		8							
9		1		4						4		7				6									
13		9		5		1		6		1		6		3		5		8							
9		1		9		5		13		7		9				9		10							
7		9		8		1		9		9		8				8		9							

10 ERRORS



Affaire Pegasus: la justice espagnole déboute le Maroc dans un procès intenté à un journaliste



La justice espagnole a débouté le Maroc dans le procès qu'il avait intenté au journaliste espagnol Ignacio Cembrero l'ayant accusé d'espionnage au moyen du logiciel de fabrication sioniste Pegasus, rapportent jeudi des médias.

L'arrêt de la juge Sonia Lence Munoz du tribunal de première instance de Madrid estime que ce journaliste ne s'est pas « vanté » d'avoir été victime d'un acte d'espionnage de la part des autorités marocaines, comme l'affirmait la plainte de celles-ci, et dit « absoudre » l'accusé. Ce procès, intenté par le Makhzen à Ignacio Cembrero, 68 ans, constituait un nouvel épisode de « l'affaire Pegasus », dont l'origine est la publication en juillet 2021 par un consortium de 17 médias internationaux d'une enquête révélant que quelque 50.000 personnalités à travers le monde avaient été espionnées par des gouvernements, parmi lesquels celui du Maroc, au moyen de ce logiciel espion. Conçu par la société sioniste NSO Group, ce logiciel permet d'accéder aux messageries, aux données ou encore d'activer à distance la caméra et le micro d'un Smartphone.

Parmi les 180 journalistes sur cette liste des cibles possibles de Pegasus figurait le journaliste espagnol Cembrero, qui travaille sur le Maghreb depuis plus de 20 ans et est considéré comme un expert du Maroc, pays avec lequel il a plusieurs fois eu maille à partir. Il écrit pour le site internet d'information El Confidencial. Depuis 2021, il a affirmé à plusieurs reprises, notamment en novembre devant une commission du Parlement européen, qu'il était convaincu que le Maroc était responsable du piratage de son téléphone.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Inondation : Plus de 400 morts en Afrique australe, le Malawi meurtri

Le cyclone Freddy, à la longévité exceptionnelle, a fait plus de 400 morts en Afrique australe dont la grande majorité au Malawi, où le bilan s'est encore aggravé jeudi soir, l'espoir de retrouver des survivants devenant de plus en plus mince. Freddy a frappé deux fois en quelques semaines dans la région, tuant sur son passage 73 personnes au Mozambique, 17 à Madagascar et désormais 326 au Malawi, selon un dernier bilan annoncé dans la soirée par le président de ce pays pauvre.

« Le bilan de cette catastrophe est passé de 225 à 326 morts, le nombre de déplacés a plus que doublé » dépassant les 183.000 au Malawi, a déclaré Lazarus Chakwera, en déplacement à Blantyre (sud), capitale économique et épice centre des intempéries.

Plus de 300 hébergements



d'urgence ont été ouverts. Formé début février au large de l'Australie, le cyclone en passe d'être classé le plus long jamais enregistré a fait une traversée inédite de plus de 8.000 km d'est en ouest dans l'océan Indien. Il a touché terre pour la première fois le 21 février sur la côte est de Madagascar, faisant 7

morts. Le phénomène, qui sévit depuis plus de 35 jours, a ensuite frappé le Mozambique, tuant 10 personnes. Puis il a rebroussé chemin et touché Madagascar une seconde fois début mars, y faisant 10 nouveaux morts. Il est également reparti vers le Mozambique, où il a encore provoqué 63 morts.

Coup de tonnerre en France: Macron choisit de passer en force sur les retraites



Le président Emmanuel Macron a choisi au dernier moment l'épreuve de force et engagé jeudi la responsabilité de son gouvernement pour faire passer sans vote à l'Assemblée son projet décrié de réforme des retraites en France, un coup de tonnerre qui pourrait relancer la contes-

tation sociale. « J'engage la responsabilité de mon gouvernement sur l'ensemble du projet de loi », a asséné la Première ministre Elisabeth Borne, haussant le ton pour passer au-dessus des huées et des lazis des députés de l'opposition chauffés à blanc.

Les syndicats ont réagi en

annonçant une journée de grève jeudi prochain, la neuvième d'une longue série depuis mi-janvier, qui jusqu'ici n'a pas fait plier le gouvernement. Dénonçant un « déni de démocratie », ils ont appelé à des rassemblements dès ce week-end. Quelques milliers de manifestants brandissant des drapeaux de syndicats ou de partis de gauche se sont réunis place de la Concorde après l'annonce, face à de nombreux policiers bloquant le pont conduisant à l'Assemblée nationale.

Le rassemblement a été dispersé par les forces de l'ordre vers 19H00 GMT. Jeudi était le jour J pour cette réforme cruciale pour la crédibilité politique d'Emmanuel Macron pendant son second mandat.

Xi Jinping en Russie la semaine prochaine

Le président chinois Xi Jinping se rendra en Russie la semaine prochaine, a annoncé vendredi le ministère chinois des Affaires étrangères. « A l'invitation du président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, le président Xi Jinping effectuera une visite d'Etat en Russie du 20 au 22 mars », indique le ministère dans un communiqué sans autre précision. Les deux dirigeants s'étaient rencontrés en septembre en marge d'un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en Ouzbékistan. Pour leur première rencontre depuis l'invasion russe en Ukraine en février 2022, ils avaient affirmé leur volonté de se soutenir et de renforcer leurs liens en pleine crise avec les Occidentaux.

Quelques mois plus tôt, le président russe s'était rendu aux Jeux olympiques d'hiver de Pékin. MM. Xi et Poutine avaient alors proclamé leur amitié « sans limite ». La Chine se présente pour l'essentiel comme partie neutre dans la guerre en Ukraine mais renforce ces derniers mois ses liens avec Moscou. Pékin a publié le mois dernier un document en 12 points exhortant Moscou et Kiev à tenir des pourparlers de paix. Le texte s'oppose également à tout recours à l'arme nucléaire et appelle à respecter l'intégrité territoriale de tous les pays — sous-entendu également celle de l'Ukraine dont une partie du territoire est sous contrôle russe.

Le Sénat américain envisage l'abrogation de la loi qui avait autorisé la guerre en Irak



Le Sénat américain a franchi jeudi une première étape décisive vers l'abrogation d'une loi promulguée en 2002 pour autoriser les Etats-Unis à entrer en guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. Vingt ans presque jour pour jour après l'invasion américaine en Irak, ce texte est encore utilisé par le Pentagone pour justifier des opérations à l'étranger. L'abrogation de cette mesure fera l'objet d'un vote au Sénat - probablement dans les tout prochains jours. La chambre haute a fait un pas en ce sens jeudi avec un premier vote de procédure, soutenu par des élus des deux partis.

Le chef des démocrates au Sénat Chuck Schumer a salué « une étape nécessaire pour mettre les derniers vestiges de la guerre en Irak derrière nous ». « Les Américains en ont assez des guerres sans fin au Moyen-Orient », a-t-il déclaré dans l'hémicycle. S'il est adopté au Sénat, le texte prendra ensuite la route de la Chambre des représentants. L'administration Biden a dit soutenir l'abrogation de cette loi, promulguée par George W. Bush, assurant qu'elle n'aurait « aucun impact » sur les opérations en cours.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE DOUX ENTRISME DE PÉKIN

incontournable dans le maillage et le démaillage des rapports entre les nations. Pour preuve, la réconciliation inattendue entre l'Arabie Saoudite et l'Iran a été, affirme-t-on, de son seul ressort. Sa présence de plus en plus marquée à travers le monde est indéniable et la particularité de son influence ne se manifeste que sur le terrain économique.

Pour Pékin, les conflits armés et les tensions guerrières ne militent pas pour la montée en puissance de son économie. Malgré quelques sautes d'humeur épisodiques, les autorités pékinoises donnent l'impression de surfer sur des événements dangereux survenant à tra-

vers le monde et accordent une préférence à rentabiliser et fructifier leur spectaculaire développement industriel. Leur stratégie dégage une évidente forme d'entrisme doux. Les avancées de la présence chinoise partout dans le monde sont indéniables mais ne revêtent pas les habits des néocolonialismes classiques.

S'il est déclaré à Moscou que le président chinois se rend en Russie pour renforcer une plus large collaboration bilatérale dans tous les domaines sans exception, il est certain que Pékin ne se départira pas d'une ligne de conduite qui a jusqu'ici montré ses fruits. Il sera donc aussi certain que le chef de l'Etat chinois aura fort à faire pour proposer à son homologue russe une issue de sortie de la crise ukrainienne.